

DIPL MAG

N°499/23/06/14/HAAC

Magazine d'analyses et de réflexions de la diplomatie togolaise
A Quarterly Magazine of Analyses and Reflections of Togolese Diplomacy



En route vers un Togo émergent

Towards an emerging Togo

1^{er} trimestre 2015 - Janvier / M. rs - N°499/23/06/14/HAAC - 2900 CFA / 3,50 € / www.diplomatie.gouv.tg Quarterly of information n°5 - Janvier / March 2015



Janvier - Mars 2015 N°5
January - March 2015



Opérateur portuaire de référence 1^{er} réseau de logistique intégrée en Afrique



Nos activités au Togo

Manutention Conteneurs avec un nouveau quai de 15 mètres de profondeur, un linéaire total de 920 mètres et équipé de portiques.
Manutention Conventionnelle - Logistiques Spécifiques (Coton, Oil & Gas) - Fret Maritime & Aérien - Transport - Transit
Services Courrier Express - Consignation maritime - Transport ferroviaire - Bluesolutions (Stockage d'Énergie).

UNE FORTE PRÉSENCE AU TOGO AVEC SES FILIALES

TOGO TERMINAL
LOME

LOMÉ MULTIPURPOSE TERMINAL
TOGO

Bolloré
AFRICA LOGISTICS
Togo

blueline
Togo

SAGA

S.T.C.M.



Une décennie de progrès, un avenir prometteur !

A decade of progress, a bright future !

|| par S.E.M. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
 || by H.E. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs and Cooperation

La décennie qui vient de s'écouler aura vu se produire les changements des plus remarquables au Togo. En 2005, le diagnostic du «mal» togolais - pour emprunter à la nomenclature de la médecine - révélait une profonde dystonie politique doublée d'une anémie économique et sociale aigüe. Le pronostic vital n'était certes pas engagé, mais il était impérieux d'appliquer des remèdes appropriés pour éviter une implosion du tissu social.

Pour ce faire, le président Faure GNASSINGBE s'est investi en premier lieu dans l'apaisement du climat politique. Grâce à son doigté et à son approche volontariste de la gouvernance, il convie l'ensemble de la classe politique au dialogue.

Les négociations naturellement furent âpres et laborieuses. Mais fort heureusement, après moult tractations, l'ensemble des acteurs parvient à un consensus, matérialisé par l'Accord Politique Global signé le 20 août 2006.

S'ensuivent des élections législatives reconnues transparentes et démocratiques par toutes les parties prenantes et la communauté internationale. Subséquemment, des réformes sont entreprises, touchant des pans entiers de la vie de la nation.

En outre, pour mieux panser les plaies engendrées par des décennies de divisions et de déchirements sociopolitiques, le Chef de l'Etat institue, le 25 février 2009, la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR). Faisant suite aux conclusions des travaux de ladite Commission, le Président de la République présente aux victimes et à leurs ayants-droits, les excuses publiques de l'Etat.

Par ailleurs, la nécessité de colmater les brèches politiques et de raviver la cohésion nationale, nonobstant quelques réticences, n'entame pas la détermination du Président de la République d'échafauder un véritable plan d'action en faveur de la restructuration de l'économie.

Cet audacieux chantier de réformes de l'économie togolaise n'avait pour finalité que le désir d'assurer le bien-être du peuple en substituant le modèle de développement qui était appliqué jusque-là, mais qui n'est pas parvenu à venir à bout des inégalités sociales.

Somme toute, au terme de la décennie 2005-2014, et à la veille de l'élection présidentielle, quel bilan tirer de la gouvernance actuelle?

D'emblée, les observateurs avisés ne manqueront pas de souligner les acquis du «faurisme»: une politique d'ouverture sans complexes, une reprise économique prometteuse, des indices de développement humain encourageants et un activisme diplomatique tous azimuts qui a promu le Togo au rang d'acteur régional incontournable.

Globalement, les progrès réalisés pendant la décennie 2005-2014 autorisent tous les espoirs.

Particulièrement, dans le domaine économique, les indices sont en constante progression. De nombreuses actions ont été entreprises et il conviendrait, pour illustrer leur ampleur d'en énumérer quelques-unes des conséquences : une dette publique maîtrisée grâce à une stratégie d'endettement mesurée se traduisant par un encours total de 1098, 8 milliards de francs CFA en 2005 à 1135,5 milliards en 2014, une forte croissance du PIB et du revenu réel par habitant qui connaît une augmentation de 58% sur la période 2005-2014, un taux d'inflation contenu et stable autour de 2%, des avancées importantes en matière de création d'entreprise, d'enregistrement des biens, de respect des contrats et de permis de construction, une amélioration du climat des affaires qui a abouti à un bond substantiel du Togo selon l'édition 2014 du rapport Doing Business de la Banque mondiale, qui classe le Togo au 157^{ème} rang sur 189 pays.

Au demeurant, le Togo est aujourd'hui sur la voie balisée du progrès. L'apaisement du climat social, la modernisation de la justice et de l'administration publique, les ambitieux projets de développement mis en œuvre et ceux actuellement en cours d'exécution, pourraient

The decade that has just passed will have seen the most remarkable changes in Togo. In 2005, the diagnosis of Togolese «evil» - to borrow from the Nomenclature of Medicine - reveals a deep political dystonia doubled with an acute social and economic anemia. The vital prognosis was certainly not engaged, but it was imperative to apply appropriate remedies to avoid an implosion of the social fabric.

To do this, President Faure GNASSINGBE has invested primarily in easing the political climate. With his skill and his proactive approach to governance, he invites the entire political class in dialogue.

Naturally the negotiations were tough and laborious. But fortunately, after many negotiations, all stakeholders reach a consensus, embodied by the Global Political Agreement signed on 20th August 2006.

Followed transparent and democratic elections accepted by all stakeholders and the international community. Subsequently, reforms are undertaken, affecting entire areas of the life of the nation.

In addition, to better heal the wounds caused by decades of divisions and socio-political rifts, the Head of State institutes, on February 25, 2009, the Truth, Justice and Reconciliation Commission (TJRC). Following the conclusions of the work of this Commission, the President of the Republic presents to the victims and their rights owners, public apology from the State.

Furthermore, the need to plug the political gaps and revive national cohesion, despite some reluctance, does not undermine the determination of the President of the Republic to work out a real action plan for the restructuring of the economy.

This daring project of reforms of the Togolese economy only aimed at ensuring the well-being of the people by substituting the development model that was applied previously, but was unable to address social injustices.

All things considered, at the end of the decade 2005-2014, and on the eve of the presidential election, what are the results of the current governance?

Straightaway, informed observers will not forget to highlight the achievements of the «faurisme»: an uninhibited open policy, a promising economic recovery, encouraging human development indices and all-out diplomatic activism that has promoted Togo in the rank of essential regional stakeholder.

Overall, the progress made during the decade 2005-2014 augur all hopes.

Particularly in the economic field, the indices are constantly growing. Many actions have been undertaken and it should be therefore necessary to illustrate their scope to enumerate some of the consequences: a controlled public debt through a measured debt strategy resulting in total assets of 1098, 8 billion CFA francs in 2005 to 1135.5 in 2014, a strong GDP growth and real income per capita that has an increase of 58% over the period 2005 - 2014, a rate of inflation controlled and stable at around 2%, important progress as regard business creation, registration of property, enforcement of contracts and planning permission, improvement of the business climate which resulted in a substantial jump of Togo according to the 2014 edition of the Doing Business report of the World Bank, which ranks Togo 157th out of 189 countries.

Moreover, Togo is now on the path marked out with progress. The peaceful environment, modernization of justice and public administration, the ambitious development projects implemented and those currently running could be used, among others, as a

→ servir, entre autres, de tremplin à la consolidation d'un régime de croissance soutenue et d'une véritable émergence économique du pays d'ici 2030.

Certes le pays se revitalise, mais beaucoup reste à faire. Ainsi, même si la tâche, malgré tout est laborieuse, admettons-le c'est la «rançon» du développement. Les antagonismes, les oppositions, les contradictions qui se sont accumulées pendant un demi siècle d'histoire togolaise et qui ont été parfois grossis artificiellement, ne se résorbent pas sans difficultés et sans revers, et en tout cas pas du jour au lendemain.

Au final, l'essentiel c'est de situer l'action politique dans sa vraie perspective: servir le peuple tout le peuple, rien que le peuple. C'est cette option qu'incarne le Président Faure GNASSINGBE, un pragmatisme politique doublé d'un sens aigu du consensus.

De toute évidence, l'œuvre somme toute titanesque qu'il a entamée en si peu de temps, et dont l'objectif ultime est de hisser le Togo au rang de pays émergent à l'horizon 2030 a besoin de l'adhésion et de la contribution de tous. Il convient donc de poursuivre avec détermination et pugnacité dans la voie tracée et mettre en œuvre de nouveaux chantiers.

Aussi, la tâche serait-elle incomplète si, avec la paix et la liberté existantes, le peuple togolais renonçait finalement à son idéal de prospérité. Le défi, pour les cinq prochaines années consistera à ériger sur des fondations déjà solides un édifice considérablement meilleur.

Au-delà de toutes les étiquettes et catégories qui les définissent, les Togolais forment un peuple honnête, généreux et bienveillant, uni par les défis communs et des espoirs collectifs.

Pour que ces espoirs deviennent les réalités tangibles de demain et pour que cet avenir ne se noie pas dans les horizons inaccessibles de l'utopie ou emportés par l'aveuglement de certains marchands d'illusion, pour que l'espérance d'un Togo prospère prenne corps et vie, il appartient aux togolais de mesurer en toute lucidité l'enjeu que représente l'élection présidentielle de 2015. Excellente année à toutes et à tous !

springboard for the consolidation of a supported growth regime and a genuine economic emergence of the country by 2030.

Certainly the country revitalizes, but much remains to be done. Thus, even if the task is still arduous, let's admit it, it is the «ransom» of development. Antagonisms, oppositions, contradictions that have accumulated over half a century in the history of Togo and which were sometimes artificially magnified, cannot be absorbed without difficulties and without setbacks, and certainly not overnight.

In the end, the point is to situate the political action in its true perspective: serving the people all the people, nothing but the people. It is this option that is embodied by President Faure Gnassingbe, a political pragmatism coupled with a keen sense of consensus.

Obviously, after all the work he has begun in titanic so little time, and whose ultimate goal is to raise Togo to the rank of emerging country by 2030 requires the adhesion and the contribution of all. It is therefore necessary to continue with determination and tenacity on the path marked out and to implement new projects.

Also, the task would be incomplete if, with existing peace and freedom, the people of Togo finally renounced its ideal of prosperity. The challenge for the next five years is to build on already strong foundations a considerably better building.

Beyond all labels and categories that define them, the Togolese people are honest, generous and kind, united by common challenges and collective hopes.

For these hopes to become tangible realities of tomorrow and in order that that future is not drown in inaccessible horizons of utopia or carried away by the blindness of some merchants of illusion, so that the hope of a prosperous Togo take body and life, it is up to the Togolese to measure in all lucidity the stake that the 2015 presidential election represents. Excellent year to you all!



ÉDITORIAL

p.1

Une décennie de progrès, un avenir prometteur ! / A decade of progress, a bright future !

par S.E.M. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
by H.E. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs and Co-operation

FOCUS

p.4

Réformes de l'économie togolaise : chronique d'une métamorphose réussie / Reforms of the Togolese economy: chronicle of a successful transformation.

par M. Api Ahomare ASSOUMATINE, Inspecteur général des Missions Diplomatiques et des postes Consulaires
By Mr. Api Ahomare ASSOUMATINE, General Inspector of Diplomatic Missions and Consular posts

DOSSIERS

p.10

Bienvenue au Club diplomatique de Lomé / Welcome to the Diplomatic Club of Lomé

par S.E.M. Marc Fonbaustier, Ambassadeur de France au Togo,
by H.E. Marc Fonbaustier, Ambassador of France to Togo

20^{ème} anniversaire de la création de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) / 20th Anniversary of the creation of Economic and Monetary Union West African (WAEMU)

par M. ZOUNON Azéa, Chargé d'Etudes à la Direction de l'Intégration Africaine
by Mr. ZOUNON Azéa, Research Officer, African Integration Department

ACTUALITÉS

p.24

Réponse du Président de la République, S.E. Faure Essozimna GNASSINGBE, aux vœux du Corps Diplomatique accrédité au Togo / Response of the President of the Republic H.E. Faure Essozimna GNASSINGBE to the new year wishes of accredited Diplomatic Corps to Togo

XV^{ème} Sommet de la Francophonie / XVth Francophonie Summit

Par M. DIDEMANA N Madjamba, Chargé d'études à la Direction des Organisations Internationales
By Mr. N. DIDEMANA Madjamba, Research Officer at the International Organizations Department

DIPLOMAG, un an d'aventure passionnante ! / DIPLOMAG, one year of exciting adventure !

par M. ALANGUE Togbé Agbessi, chargé d'Etudes à l'Inspection Générale des Missions Diplomatiques et des postes Consulaires
by Mr. ALANGUE Togbé Agbessi, Research Officer at General Inspector of Diplomatic Missions and Consular posts



DIPLOMAG

Diplomag Numéro 5 - Diplomag Number 5 - Janvier / Mars 2015 - January / March 2015 - Directeur de la publication / publication Director: M. Kwami TSEKPO - Rédacteur en chef / Editor in Chief: M. Api ASSOUMATINE - Secrétaire Général de la Rédaction / Secretary General Editors: M. Akovi Kotoé AGBODJAN-PRINCE - Directrice de la Publicité et du Marketing / Director of Advertising and Marketing: Mme Djamilia ASSAMA SIDI - Directeur du Reportage / Director of reporting: M. Messan KLUTSE - Rédacteurs / Editors: Directeurs centraux et Chefs de Missions diplomatiques - Point focal DIPLOMAG: M. Soudou ADOM - Conception graphique / Design production: Vlady France Conseil - Nous écrire / Write us: Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, BP: 900 Lomé, Tel: +22822213601, maeirtge@yahoo.fr Photo couverture / Cover Pictures: © Louis Vincent DIPLOMAG® N°499/23/06/14/HAAC

Réformes de l'économie togolaise : chronique d'une métamorphose réussie

Reforms of the Togolese economy: chronicle of a successful transformation.

par M. Api Ahomare ASSOUMATINE,
Inspecteur général des Missions Diplomatiques et des postes Consulaires
By Mr. Api Ahomare ASSOUMATINE,
General Inspector of Diplomatic Missions and Consular posts

Engagées depuis 2005, les réformes économiques au Togo s'inscrivent dans la stratégie de développement qui vise l'émergence du pays à l'horizon 2030. En effet, après la restauration de la stabilité politique, le Togo a engagé ces dernières années, sous l'impulsion du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure GNASSINGBE, un ambitieux programme de réformes dans tous les secteurs d'activités. Ces réformes qui se déroulent, avec en arrière-fond un climat politique apaisé ont pour corollaires, entre autres, l'amélioration des indicateurs économiques, la modernisation des infrastructures, l'attractivité du climat des affaires et l'adoption de mesures sociales significatives.

Des indicateurs économiques performants

Les premières mesures de politique économique mises en place en 2006 dans le cadre du programme de référence avec le Fonds monétaire international (FMI) ont permis au Togo d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative Pays Pauvre Très Endetté (PPTTE) en décembre 2010. Ce progrès a ensuite permis au pays de bénéficier de l'annulation de la dette extérieure de plus de 82%, soit 610 milliards de francs CFA. Dès lors, le Gouvernement a pu disposer de plus de marge budgétaire pour entreprendre et renforcer les mesures nécessaires à l'amélioration du climat des investissements ainsi qu'à l'accélération de la croissance.

Aussi, la nouvelle gouvernance a-t-elle engendré une progression du taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel: 2,4% entre 2004 et 2008, 3,5% en 2009, 5,6% en 2013, 6 % en 2014 selon les données du FMI qui prévoient le même niveau vigoureux pour 2015, ce qui est supérieur aux projections moyennes annoncées pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

Le taux de croissance estimé à 6% en 2014 s'explique par les performances du secteur tertiaire : commerce, transport et entreposage, communications. La poursuite des programmes d'investissement publics combinée à la relance des filières du coton et des phosphates devrait soutenir la croissance projetée à 6,3 % en 2015.

En outre, la mise en œuvre d'un programme ambitieux, le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) et la croissance rapide des industries extractives dynamisées par l'injection de capitaux privés explique en grande partie l'accélération de l'économie togolaise. Il convient de relever, s'agissant de l'agriculture que lors de la 38^{ème} session de la FAO qui s'est tenue à Rome du 15 au 22 juin 2013, le Togo a été primé pour ses efforts dans le cadre de la lutte contre la faim et pour la sécurité alimentaire. A titre illustratif, le bilan céréalier de la campagne agricole 2012/2013, fait ressortir un excédent de

Engaged since 2005, the economic reforms in Togo are part of the development strategy which aims the development of the country in 2030.

Indeed, after the restoration of political stability, Togo has embarked in recent years, under the leadership of President of the Republic, His Excellency Mr. Faure Gnassingbe, an ambitious reform program in all sectors. These reforms taking place with the background of a peaceful political climate have as corollaries, among others, the improvement of economic indicators, the modernization of infrastructure, the attractiveness of the business climate and the adoption of meaningful social action.

Economic performance indicators

The first economic policy measures implemented in 2006 as part of the referral program with the International Monetary Fund (IMF) has enabled Togo to reach the completion point of the Heavily Indebted Poor Countries Initiative (HIPC) in December 2010. This progress has then allowed the country to benefit from the cancellation of the external debt of over 82%, or 610 billion CFA francs. From then on, the Government was able to have more fiscal margin to undertake and strengthen the necessary measures needed to improve the investment climate as well as the acceleration of growth.

Also, the new governance has brought about an increase in the growth rate of real Gross Domestic Product (GDP): 2.4% between 2004 and 2008, 3.5% in 2009, 5.6% in 2013, 6 % in 2014 according to IMF data that provide the same strong level for 2015, which is higher than the average projections announced for sub-Saharan Africa.

The growth rate estimated at 6 % in 2014 is explained by the performance of the service sector: trade, transport and storage, communications. The continuation of public investment programs combined with the revival of the cot-

© Louis Vincent





Le 3^{ème} quai inauguré le 14 octobre 2014 / *The 3rd dock inaugurated on October 14, 2014.*

139 486 tonnes, favorisant l'exportation d'importantes quantités de céréales vers les pays de la sous-région

En ce qui concerne les industries extractives, leur contribution au PIB est estimée à 3%. Le phosphate, le fer, le calcaire et les matériaux de construction constituent à ce jour l'essentiel des produits exploités dans le pays qui dispose, par ailleurs de gisements métallifères, de pierres précieuses et de minéraux radioactifs tels que l'autunite, l'uranium et le thorium.

Des infrastructures modernisées

Dans le cadre de la réhabilitation de ses infrastructures, le Gouvernement a lancé depuis 2010, un vaste chantier de rénovation de son réseau routier, maritime et aéroportuaire.

Ainsi, concernant le réseau routier, vingt quatre (24) chantiers ont été ouverts en 2013 aussi bien à Lomé qu'à l'intérieur du pays. Il en résulte l'aménagement, la réhabilitation ainsi que l'assainissement de 2 282 kilomètres de route, ce qui représente un engagement financier de plus de 414 milliards de francs CFA financés par le budget de l'Etat et par les partenaires au développement.

ton and phosphates sectors should support the projected growth of 6.3 % in 2015.

In addition, the implementation of an ambitious program, the National Agricultural and Food Security Investment Program (PNIASA) and the rapid growth of extractive industries boosted by private capital injection largely explains the acceleration of Togo's economy. It should be noted, with regard to agriculture that at the 38th Session of the FAO held in Rome from 15 to 22 June 2013, Togo was awarded for its efforts in the fight against hunger and food security. As an illustration, the grain balance of the 2012/2013 crop year, highlights a surplus of 139,486 tons, promoting the export of large quantities of grain to the countries of the subregion.

Regarding mining, their contribution to GDP is estimated at 3%. Phosphate, iron, limestone and building materials are to date the most products exploited in the country that has, moreover for metals deposit, precious stones and radioactive minerals such as autunite, uranium and thorium. →

→ En outre, en vue de redynamiser les activités portuaires, d'importants travaux ont été entrepris au Port Autonome de Lomé (PAL). Seul port naturel en eau profonde d'Afrique de l'Ouest, avec un tirant de 14 mètres, le PAL permet l'évacuation facile des marchandises vers les pays sahéliens enclavés. La construction d'un troisième quai de 450 mètres, financé à hauteur de 300 milliards de francs CFA par le groupe Bolloré Logistics, permet au Port Autonome de Lomé de revendiquer le titre de plus grande plate-forme pour les transbordements de conteneurs couvrant l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Dans la même dynamique de revitalisation des secteurs stratégiques de l'économie, une nouvelle aérogare moderne a été construite. D'une superficie de 21 000 m² sur deux niveaux (départs-arrivées), doté de quatre rampes télescopiques pour l'accès direct aux appareils, ce terminal flambant neuf accueillera entre 1,5 million et 2 millions de passagers par an, contre 500 000 actuellement, ainsi que d'une zone de fret qui pourra traiter jusqu'à 50 000 tonnes de marchandises. L'aéroport international Gnassingbé Eyadéma va ainsi quadrupler ses capacités d'accueil pour faire face à la croissance rapide du trafic de passagers et de marchandises.

Un climat des affaires attractif

Pour dynamiser le secteur privé et faire du Togo une destination privilégiée des investissements tant nationaux qu'étrangers, le Gouvernement a fait de l'amélioration de l'environnement global des affaires l'une de ses priorités en vue de consolider les bases d'une croissance forte et durable.

Ainsi, entre 2005 et 2014, le climat des affaires au Togo a nettement bénéficié d'importantes réformes juridiques et judiciaires qui ont permis d'améliorer le cadre réglementaire dans tous les secteurs, favorisant immédiatement l'accroissement des échanges commerciaux et des investissements financiers.

Il convient de noter, dans cette optique, la création d'une nouvelle institution pour faciliter les investissements baptisée « Togo Invest Corporation » (TIC). Cette société holding publique au capital de 20 milliards de francs CFA est pleinement opérationnelle, capable de lancer de grands projets dans les transports ferroviaires par exemple en partenariat avec le secteur privé international.

De même, l'environnement des affaires offre de meilleures perspectives grâce à une politique audacieuse d'allègement des conditions et des formalités de création d'entreprises, axée, entre autres, sur la poursuite de l'opérationnalisation du Centre de Formalité des Entreprises (CFE). Le CFE a pour objectifs de permettre aux opérateurs économiques, personnes physiques et morales, d'accomplir en un seul endroit, dans un délai minimum et à un coût raisonnable, les formalités et déclarations auxquelles ils sont tenus par les lois et les règlements en vigueur dans les

Modernized infrastructure

As part of the rehabilitation of its infrastructure, the Government launched since 2010 a vast program of renovation of its roads, sea and airport network .

Thus, as regard the roads, twenty four (24) projects were started in 2013 both in Lome and in the countryside. This results in the planning, rehabilitation and improvement of 2 282 kilometers, representing a financial commitment of more than 414 billion CFA francs funded by the state budget and development partners.

Furthermore, to revitalize port activities, significant works were undertaken at the Port of Lomé (PAL). The only natural deep water port in West Africa, with a draft of 14 meters, the PAL allows easy removal of goods to Sahelian landlocked countries. The construction of a third pier of 450 meters, funded at 300 billion CFA francs by the Bolloré Logistics Group, allows the Port of Lomé to claim the title of largest platform for container transshipment fully covering the West and Central Africa .

Within the framework of revitalization dynamics of strategic sectors of the economy, a new modern terminal was built. Covering an area of 21,000 m² at two levels (departs- arrivals), with four telescopic ramps for direct access to devices, this brand new terminal will accommodate between 1.5 million and 2 million passengers per year, against 500 000 today, and a cargo area that can handle up to 50,000 tons of goods. The Gnassingbe Eyadema International Airport will be thus quadrupling its terminal facilities to cope with the rapid growth of passenger traffic and goods.

An attractive business climate

To stimulate the private sector and make of Togo a favorite destination for national and foreign investments, the Government has made of the the overall business environment improvement one of its priorities to consolidate the foundations of a strong and sustainable growth .

Thus, between 2005 and 2014, the business climate in Togo has clearly benefited from significant legal and judicial reforms that have improved the regulatory framework in all sectors, promoting immediately increased trade and financial investment .

It should be noted, in this context, the establishment of a new institution to facilitate investments called « Togo Invest Corporation » (TIC). This public holding company with a capital of 20 billion CFA francs is fully operational, capable of launching major projects in rail transport for example, in partnership with the international private sector.

Similarly, the business environment offers better prospects with a bold policy lightening conditions and formalities for setting up businesses, focusing, inter alia, on further operationalization



Le nouveau pont sur la route d'Aného. / The new bridge on the road of Aneho.

© Louis Vincent



La Centrale Thermique de Lomé. / Lomé Thermal Power Plant.

© A présent Lomé

domaines juridique, administratif, social, fiscal et statistique, liés à la création d'entreprises, aux modifications et à leur dissolution.

Par ailleurs, il faut relever, la suppression de la carte d'opérateur économique et la réduction significative du capital minimum requis pour la création d'une SARL, la diminution de la pression fiscale pour les entreprises entraînant une réduction du taux de la taxe sur les salaires de 5 à 3%.

Toutes ces mesures ont permis au Togo de réaliser un bond spectaculaire pour ce qui concerne l'indicateur création d'entreprise, gagnant 15 places dans le classement 2014 de Doing Business.

Enfin, les efforts visant à renforcer la gouvernance économique se sont intensifiés avec, entre autres, la mise en place de l'Office togolais des recettes (OTR) fusionnant les principales régies financières que sont les douanes et les impôts en vue d'améliorer la mobilisation des ressources publiques.

Des mesures sociales significatives

L'accent mis sur l'accroissement du potentiel d'investissement et la stimulation de la croissance économique ne peut faire sens que s'il peut influencer sur l'Indice de développement humain (IDH). Aussi, sous la houlette du Chef de l'Etat, le Gouvernement s'est-il attelé, de 2005 à 2014, à mettre en œuvre des programmes susceptibles d'améliorer le bien-être des populations.

Ainsi, dans le secteur de l'éducation d'importantes actions ont été menées. Elles visent, entre autres, à encourager le développement et l'encadrement de la petite enfance, accroître l'équité dans l'accès à un enseignement supérieur de qualité et promouvoir l'accès aux technologies de l'information et de la communication dans le système de formation en général.

Sur le plan de la santé, on note l'amélioration de certains indicateurs liés à la santé maternelle notamment la proportion d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié qui est passée en moyenne de 49% à 60,1%, la prévalence de la contraception moderne qui a augmenté de 11,3% à 13,2% entre 2005 et 2014.

of the Enterprise Formality Centre (CFE). The CFE aims to enable economic operators, individuals and legal entities, to accomplish in one place, in minimum time and at a reasonable cost, formalities and declarations to which they are bound by the laws and regulations in force in legal, administrative, social, fiscal and statistics areas, related to business creation, to modifications and their dissolution.

Furthermore, it should be noted, the removal of the economic operator card and the significant reduction of the minimum capital required to create an LLC, the reduction in the tax burden for companies resulting in a reduction in the rate of tax wages by 5 to 3%.



© Togo en marche / © Louis Vincent



Aperçu de l'illustration et photographie du nouvel aéroport de Lomé en construction. / Overview of the model and image of the new airport of Lomé under construction.

En outre, des efforts ont été consentis par le Gouvernement pour faciliter l'accès aux soins de santé de qualité et endiguer les effets synergiques de la fécondité, de la malnutrition et de l'insalubrité du milieu. Il s'agit en l'occurrence de la Campagne pour l'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle en Afrique (CARMMA), la subvention à 90% de la césarienne à partir de mai 2011 et la création de l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) au profit des agents du secteur public depuis 2012.

Au demeurant, ce qui donne tout son cachet au bilan du Président Faure GNASSINGBE, dans le panorama des réformes tous azimuts, c'est certainement la pertinence des programmes mis en œuvre au profit des chômeurs et des plus démunis.

A ce titre, le Programme de Volontariat National (PROVONAT) est un franc succès. En effet, le PROVONAT, dans sa mise en œuvre mobilise et valorise toutes les ressources humaines dont dispose le Togo pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). De 2011 à 2014, ce programme a permis l'insertion professionnelle de plus de 5000 jeunes diplômés.

Sa mise en place et sa conduite entre 2011 et 2014 ont nécessité un financement de sept milliards 280 millions de FCFA de la part du Gouvernement qui, devant le succès de cette expérience, a décidé par décret en juin 2014, une mutation du programme en Agence Nationale de Volontariat.

En outre, en vue d'éradiquer l'extrême pauvreté, le Gouvernement a lancé un ambitieux programme d'inclusion financière au Togo à travers le Fonds National pour la Finance Inclusive (FNFI). Grâce à son produit dénommé « Accès des Pauvres aux Services Financiers » (APSEF), 211 841 personnes, soit près de 70% de la cible de l'APSEF ont pu obtenir des microcrédits. Ce produit qui engrange du succès fait déjà du FNFI une institution dont s'inspire d'autres pays africains.

À l'étape actuelle de leur mise en œuvre, il est hâtif de conclure que ces programmes résorberont entièrement l'inégalité sociale au Togo.

Mais, il est évident, compte tenu de leur impact sur le vécu quotidien des populations bénéficiaires, qu'ils inaugurent une ère décisive dans la lutte contre la pauvreté et d'une manière générale, renforcent la démocratie par la promotion de l'inclusion sociale.

Somme toute, les réformes économiques entreprises au Togo depuis 2005 sous la houlette du Président Faure GNASSINGBE sont fructueuses. Elles ont jeté des bases structurelles et institutionnelles solides et ouvrent des perspectives encourageantes pour les années à venir. Dorénavant, le défi pour l'ensemble des Togolais réside dans le maintien harmonieux de la corrélation entre les réformes économiques, la stabilité politique et le développement afin d'arrimer solidement le Togo sur l'orbite de l'émergence à l'horizon 2030.

All these measures have enabled Togo to make a dramatic leap regarding the entrepreneurship indicator, gaining 15 places in the rankings Doing Business 2014.

Finally, efforts to strengthen economic governance are intensified with, among others, the establishment of the Togolese Revenue Authority (OTR) merging the main financial authorities such as customs and taxes in order to improve the mobilization of public resources.

Significant social measures

The focus on increasing the investment potential and the stimulation of economic growth may make sense if it can influence the Human Development Index (HDI). Also, under the guidance of the Head of State, the Government has harnessed from 2005 to 2014, to implement programs that improve the well-being of people.

Thus, in the education sector, important actions were taken. They aim, among others, at encouraging the development and supervision of early childhood, increase equity in access to quality higher education and promote access to information technologies and communication in general in the training system.

Regarding health plan, improvement is noted in some indicators related to maternal health in particular the proportion of births attended by skilled health personnel has increased on average from 49% to 60.1%, the prevalence of modern contraception has increased from 11.3% to 13.2% between 2005 and 2014.

In addition, efforts have been made by the Government to improve access to quality health care and stem the synergistic effects of fertility, malnutrition and the environment unhealthy. This is the occurrence of the Campaign for Accelerated Reduction of Maternal Mortality in Africa (CARMMA), the grant to 90% of caesarean section from May 2011 and the creation of the National Institute of Health Insurance (INAM) in favor of public sector employees since 2012.

Moreover, giving its cachet in the balance sheet of President Faure Gnassingbe, in the panorama of reforms in all directions, it is certainly the relevance of programs implemented for the benefit of the unemployed and the poor.

As such, the National Volunteer Programme (PROVONAT) is a success. Indeed, the PROVONAT in its implementation mobilizes and values all human resources available in Togo for achieving the Millennium Development Goals (MDGs). From 2011 to 2014, this program allows the professional integration of more than 5,000 graduates.

Its establishment and conduct between 2011 and 2014 required funding of seven billion 280 million CFA Francs from the Government which, given the success of this experience, decided by decree in June 2014, a mutation of the Program into National Volunteer Agency.

In addition, to eradicate the extreme poverty, the Government launched an ambitious financial inclusion program in Togo through the National Fund for Inclusive Finance (FNFI). With its product called « Access of the Poor to Financial Services » (APSEF), 211,841 people, nearly 70% of the target APSEF were able to obtain micro-loans. This product which already is reaping success makes of the FNFI an institution which inspired other African countries.

At the present stage of their implementation, it is premature to conclude that these programs fully reverse the social inequality in Togo.

But it is obvious, given their impact on the daily lives of the beneficiaries, that they inaugurate a decisive era in the fight against poverty and in general, strengthen democracy by promoting social inclusion.

Overall, the economic reforms undertaken in Togo since 2005 under the leadership of President Faure Gnassingbe are fruitful. They laid a solid structural and institutional bases and open encouraging prospects for the future. Now, the challenge for all Togolese lies in the harmonious continuation of the correlation between economic reforms, political stability and development in order to firmly secure Togo on the orbit of the emergence in 2030.



Le site de l'exploitation de phosphates à Kpémé. /
The phosphate exploitation site at Kpémé.

© Togo en marche

AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



OUI À LA HAUTE CUISINE
DES MENUS PAR DES CHEFS ÉTOILÉS

AIRFRANCE KLM

Tel. 77 73 73 73

WWW.AIRFRANCE.TG

Bienvenue au Club diplomatique de Lomé

Welcome to the Diplomatic Club of Lomé



par S.E.M. Marc Fonbaustier, Ambassadeur de France au Togo
by H.E. Marc Fonbaustier, Ambassador of France to Togo



© Emmanuel PITA

Le 14 novembre 2014, s'est tenue à l'Hôtel Mercure SAKAWA de Lomé, la conférence inaugurale du Club Diplomatique de Lomé (CDL). Plusieurs personnalités étaient présentes à cette conférence. Le thème retenu pour la circonstance était : « Le monde de 2015 : entre conflits, menaces et coopérations ; entre régulations et désordres ; entre puissances et impuissances. Anatomie d'une période de transformation ».

Il a été présenté par Monsieur Marc FONBAUSTIER, Ambassadeur de France au Togo.

Créé à l'initiative du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Monsieur Robert DUSSEY, le CDL est une association laïque, apolitique et à but non lucratif qui ambitionne de devenir le cadre privilégié d'échanges et de réflexion sur les grandes questions mondiales.

Dans la présente parution, le Comité de rédaction de DIPLOMAG vous propose *in extenso* la communication de Monsieur l'Ambassadeur de France au Togo, S.E.M. Marc FONBAUSTIER, à cette première conférence du Club Diplomatique de Lomé.

**Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, Cher Robert,
Monsieur le Ministre chargé de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques,
Mes chers collègues,
Mesdames et Messieurs,**

C'est un triple honneur pour moi d'intervenir devant vous aujourd'hui.

C'est un honneur en soi, parce qu'il n'est pas donné à tout le monde de pouvoir exposer des vues personnelles sur le système international devant un auditoire aussi relevé.

C'est aussi un honneur spécial, parce que mon intervention, à la demande du Ministre, coïncide avec le lancement effectif du Club diplomatique de Lomé.

On November 14, 2014, was held at the Mercure SAKAWA Hotel of Lomé, the inaugural conference of the Diplomatic Club of Lomé (CDL). Several personalities were present at this conference.

The theme for the event was «The World of 2015: between conflicts, threats and cooperation; between regulations and disorders; between power and powerlessness. Anatomy of a period of transformation. »

It was presented by Mr. Marc FONBAUSTIER, Ambassador of France in Togo.

Created at the initiative of the Minister of Foreign Affairs and Cooperation, Mr. Robert Dussey, CDL is a secular, apolitical and non-profit association that aims to become the preferred framework for exchange and reflection on major global issues.

In this issue, the DIPLOMAG Editorial Board offers to you *in extenso* the communication of His Excellency Mr. Ambassador of France in Togo, Marc FONBAUSTIER at this first conference of the Diplomatic Club of Lomé.

**Dear Robert, Minister of Foreign Affairs and Cooperation
His Excellency, Mr. Minister in charge of Strategic Studies and Public Policies Evaluation
My dear Colleagues
Ladies and Gentlemen,**

It is a triple honor for me to make a presentation before this honorable assembly today. It's an honor in itself



Photo de famille à l'issue de la conférence / Family photo at the end of conference.

C'est enfin un honneur personnel, parce que Robert m'a fait l'amitié, et surtout la confiance, de croire que je pouvais partager avec vous quelques réflexions utiles pour un échange sur le monde que nous vivons.

Je ne suis ni expert, ni théoricien des relations internationales. Je ne nourris aucune prétention en la matière. Je m'exprime ici comme diplomate de carrière, ayant développé une approche et une conception empirique des relations internationales. Mes propos sont tenus à titre personnel et n'engagent donc que moi, je tiens à le préciser. Ce sont ceux d'un « spectateur engagé », selon la belle formule de Raymond ARON. Ils sont forcément situés, dans la mesure où ils sont le produit de ma formation, de ma culture, de mon expérience passée. J'ai par ailleurs délibérément évité de parler de l'Afrique et vous le comprendrez j'espère. J'ai cherché à me situer sur un plan systémique.

Le monde de ce premier tiers du XXI^{ème} siècle est très paradoxal.

D'un côté, il est clairement fini, au sens de Paul VALÉRY. C'est-à-dire globalisé, marqué par les échanges, les flux de tous types, une surinformation permanente, des interactions continues

because not everybody is afforded the privilege to share his personal views on the international system with such a knowledgeable audience.

It is also a special honor because my presentation, per the Minister's request, coincides with the effective launch of the togolese diplomatic club.

It's finally a personal honor because Robert has shown friendship and confidence in believing that I could share with you a few useful thoughts for a discussion on the world we live in.

I am neither an expert nor a theoretician in International Relations. I don't have any pretention in the subject matter. My views here are those of a career diplomat who developed an empirical approach and conception of international relations. I should point out that my thoughts here are strictly personal and I take personal responsibility for them. They are the views of a "committed spectator", to use the beautiful formula of Raymond Aron. They are necessarily partial, since they are the products of my training, my culture and my past experience. I hope you'll certainly understand why →

→ d'un point à l'autre, des interdépendances de toutes sortes... En gros, notre monde confirme en tous points la réalité de ce que Fernand BRAUDEL appelait « la civilisation matérielle ». Cette montée en puissance générale de la civilisation matérielle, qui est avant tout un phénomène économique et financier, est une donnée lourde de la modernité.

De l'autre, le paysage international paraît plus conflictuel que jamais, plus hétérogène, marqué par les clivages liés au fait religieux, au spirituel pour ainsi dire. Les segmentations, chocs de cultures, heurts et crises sont innombrables.

Pour reprendre un jugement très juste de Henry KISSINGER, dans son dernier ouvrage « World order », « le chaos menace, en même temps que l'interdépendance n'a jamais été aussi grande »...

De même, la demande d'ordre qui monte vers les Etats paraît très grande et unanime. En même temps, ces mêmes Etats semblent essoufflés, moins légitimes et surtout, moins à même de peser dans l'Histoire.

Sommes-nous victimes d'une erreur d'optique ?

Je penche plutôt pour un mot qui résume ces dynamiques, faites de tensions entre forces contraires. Nous vivons en réalité un début de XXI^{ème} siècle pétri par les « transformations ».

C'est sur ces « transformations » que je souhaite m'arrêter avec vous.

J'en ai identifié trois, principalement.

I-Première transformation à l'œuvre sous nos yeux : la crise profonde de l'ordre international issu de l'après II^{ème} guerre mondiale.

Je relève 6 séries de chocs qui ébranlent les piliers de ce qu'on peut appeler « l'ordre européen-occidental », en filigrane des traités de Westphalie (1648), du Congrès de Vienne (1815) et de la famille des grands traités issus de la deuxième guerre mondiale (Charte de Bretton-Woods, Charte de San Francisco...).

a) Premier choc, l'ordre européen-occidental ne se préoccupait pas de légitimité. Il reposait surtout sur des procédures. Or, les divisions sont devenues très profondes entre l'Occident et le reste du monde. Les normes auparavant présentées comme universelles suscitent dorénavant des interprétations très différentes. On sent bien qu'il ne pourra y avoir un nouvel ordre mondial sans un minimum de consensus et donc, de légitimité.

Raymond ARON, dans Guerre et Paix entre les Nations, distinguait les « systèmes homogènes », dans lesquels les Etats appartiennent au même type, obéissent à la même conception de la politique, et les systèmes « hétérogènes », dans lesquels les Etats sont organisés selon des principes autres et se réclament de valeurs contradictoires ». A cet égard, le système international de 2014 est profondément hétérogène, non seulement dans ses valeurs, mais même par la nature des acteurs, qui ne sont pas tous des Etats, loin s'en faut.

b) Deuxième choc, l'érosion de l'Etat lui-même soit délibérément, par le haut, dans une mise en commun de la souveraineté (en Europe en particulier) soit involontairement par le bas, lorsque les assauts de factions armées dissolvent la souveraineté étatique (Irak, Libye...).

c) Troisième choc, le déphasage croissant entre l'économie mondialisée qui ignore les frontières (libre circulation des biens et du capital, voire des citoyens) et la Politique qui demeure d'essence largement nationale.

d) Quatrième choc, l'absence de Forum susceptible de peser vite et fort sur le cours des événements. Il en existe beaucoup pourtant (CSNU, OTAN, UE, UA, CEDEAO, CEAAC, CAE, SADEC, UMA, APEC, G7, G8, G20, G77...) mais ils ne fonctionnent pas suffisamment bien pour relever tous les défis d'aujourd'hui.

e) Cinquième choc surtout, nous devons tenir compte d'une grande divergence des approches. L'ordre mondial est profondément en crise parce qu'il n'y a pas de convergence sur ce qu'il doit être. Or la stabilité de l'ordre international dépend en partie, on le sait de l'uniformité des perceptions. Au XVII^{ème} siècle, en Europe, tous les aristocrates se comprenaient, partageaient les mêmes valeurs et parlaient la même langue, qui était d'ailleurs le Français, comme dans notre Club de Lomé. Aujourd'hui, il n'y a pas ou plus de définition partagée du système international. Les règles sont ouvertement contestées. La communauté internationale, souvent évoquée, ne correspond plus à rien de

I deliberately chose not to talk about Africa. I sought to set myself at a systemic level.

The world of this first quarter of the 21st century is very paradoxical.

On one hand it is clearly completed in the sense of Paul Valéry meaning it is globalised, marked by exchanges, fluxes of all types, a permanent over-information, continued interactions from one point to the other, interdependences of all kinds...grosso modo our world is a confirmation of what Fernand Braudel called "The civilization of the material". This strengthening of the material civilization, which is primarily an economic and financial phenomenon, is a ponderous characteristic of modernity.

On the other hand the international scene more than ever filled with conflicts, more heterogeneous, marked by divisions linked to religion and spirituality. Segmentations, cultural shocks, clashes and crises are numerous. "Chaos is threatening while at the same time interdependency has never been so great" to agree with Henry Kissinger's judgment in his book "WORLD ORDER".

Similarly, the demand for order that States are facing seems very large and unanimous. At the same time those very States seem to be out of breath, less legitimate and above all, less likely to put their weight on history.

Are we the victims of an optical error? I'm rather leaning towards a word that sums up those dynamics made of tensions and opposite forces. In reality, we are living in an early 21st century molded by "transformations": It is on those "transformations" that I would like to reflect with you.

I have mainly identified three:

I. First transformation at work before our eyes: the profound crisis in the post-world war I international order.

I notice six series of shocks that undermine the "Europe-western world order"; between the lines of the Westphalie treaties(1648), of the Vienna Conference(1815), and of the group of post world war II treaties (Bretton woods Charter, San Francisco Charter...)

a) First shock , the Europe-Western world order didn't care about legitimacy. It was primarily founded on Procedures. And yet the divisions between the West and the rest of the world have greatly deepened. Standards presented in the past as universal are now subject to various interpretations. We feel that there will not be a new world order without a minimum of Consensus, thus, of legitimacy.

In "Guerre et Paix entre les Nations" Raymond Aron differentiated « homogeneous Systems » in which States belong to the same category, abide by the same conception of politics, and "heterogeneous systems" within which States are organized under other principles and claim conflicting values" .In that regard the international system of 2014 is profoundly heterogeneous, not only in its values, but even by the very nature of the parties which are not all, by far, States.

b) Second Shock , the Erosion of the State itself, either deliberately, from top down, in a pooling of sovereignty (particularly in Europe) or involuntarily, from down up, when the assaults of armed factions dissolve the State Sovereignty(Irak, Libye...)

c) Third Shock, the growing phase difference between the globalised economy that ignores borders (free circulation of goods and capital and even people) and Politics which remains essentially National.

d) Fourth shock, the absence of a forum that could weigh in hard and fast on the course of events. Yet there are many (CSNU, OTAN, UE, UA, CEDEAO, CEAAC, CAE, SADEC, UMA, APEC, G7, G8, G20, G77...) but they don't function well enough to face all the challenges of today.

e) Fifth Shock above all: we need to take into account a great divergence of approaches. The World order is deeply in crisis because there is no convergence on what it should be. Yet we know that the stability of the international order depends partly on the uniformity of perceptions. In the 18th century in Europe all the aristocrats could understand one



défini en réalité : même les Etats du Conseil de sécurité, en premier lieu les membres permanents, ce n'est pas un secret, ne partagent pas toujours la même conception de l'ordre mondial. Nous l'avons constaté à maintes reprises sur la Syrie voire, tout récemment, l'Ukraine. Deux graves conflits sur lesquels le Conseil de sécurité n'a pas pu remplir tout son rôle...

f) Sixième choc, le relatif retrait américain, je dis bien et j'insiste, relatif, après des années d'interventions militaires à grande échelle, est une autre donnée importante. Il faut sans doute bien mesurer ce retrait. D'abord, il n'est pas nouveau, mais plutôt, inscrit dans des cycles de politique étrangère où alternent des phases d'introversion et des phases d'extraversion. Ensuite, il est loin d'être synonyme d'effacement, puisque les Etats-Unis sont avant tout plus discrets dans leur déploiement et utilisent des stratégies furtives fondées sur le triptyque drones/forces spéciales/cyber... Reste qu'après l'hyper-visibilité américaine des années Bush et ses suites, en Irak et en Afghanistan, un mouvement de correction assez classique est à l'œuvre. Cette correction a l'inconvénient de laisser des vides, des brèches, des failles dans le système, où s'engouffrent les opportunistes, les malveillants, des acteurs souvent infra-étatiques, avec une recrudescence de conflits...

Au total, les relations internationales en 2014 oscillent fortement entre coopérations, classiques ou renouvelées dans leurs modalités et conflits ou menaces, entre Etats et hors des Etats. D'où le sentiment, justifié, d'une sorte de « glissement » permanent, de déséquilibre croissant, d'accélération du cours de l'histoire, de surréaction, sans réelle maîtrise par quiconque. Pas de puissance dominante, pas de « règles du jeu » admises par tous, pas de prévisibilité des événements : ce monde-là, le nôtre, produit fort logiquement un sentiment diffus d'instabilité et d'insécurité, d'autant que les nombreuses chaînes d'informations continues en sont le miroir géant (le « multiplex mondial »).

II-Deuxième transformation : les relations internationales sont scandées par deux mouvements contradictoires, un mouvement de régulations, une tendance aux désordres.

Pierre Teilhard de Chardin écrivait dans ses *Réflexions sur l'ultra humain*, « après une phase expansive, l'Humanité est entrée dans une phase compressive ».

Cette phase compressive est un défi en soi. Elle crée un besoin de règles communes. Mais elle fait naître de nouveaux acteurs ; multiplie les déséquilibres ; introduit des brèches, des interstices ; elle fabrique presque autant de liberté que d'insécurité.

Il y a plusieurs défis en réalité.

1/ Premier défi : la coexistence d'acteurs disparates.

L'ère moderne met en présence des acteurs très différents les uns des autres. Aux côtés des acteurs traditionnels, des acteurs nouveaux sont apparus.

Dans l'acception classique des relations internationales, on pourrait dire, institutionnelle, ce sont les Etats et les organisations internationales qui dominent la scène mondiale, lui impriment leur marque, définissent le cadre et le corpus de règles. Cette lecture traditionnelle part d'un constat : les Etats sont « premiers » ; ils détiennent l'« ultima ratio », le recours à la violence légitime, y compris la guerre. Le primat est ici donné aux Etats et leurs créatures, les organisations internationales. Dans cette conception, les relations internationales ne sont que la somme des relations entre Etats, entre organisations internationales et entre Etats et organisations internationales.

Dans une acception plus récente des relations internationales, coexistent, aux côtés des Etats et des organisations internationales, acteurs certes majeurs, de nouveaux agents, parfois extrêmement puissants, même s'ils sont souvent plus discrets et moins engagés dans les grandes questions d'intérêt commun. S'y rangent les multinationales, les grands établissements financiers, les grandes ONG, les acteurs transnationaux de tous types (y compris les groupes terroristes), le tout orchestré par les grands médias planétaires, sur fond d'émergence, encore balbutiante, d'une « opinion publique internationale »... Ce sont des acteurs non étatiques, nés de (ou favorisés par) la globalisation, de la radicalisation parfois ou d'un climat « libéral » depuis la fin des

another, shared the same values and spoke the same language, which was French just as it is at our Club in Lomé. There is no, or there is no longer a shared definition of the international system today. The rules are overtly contested. The often mentioned international community no longer corresponds to anything, in reality: the very States of the Security Council, in the first place the permanent members-and this is not a secret- do not always share the same conception of the world's order. We have come to that realization on many occasions during the Syrian crisis and even during the Ukrainian conflict. Two major conflicts during which the Security Council couldn't fully fulfill its role...

f) Sixth shock : the relative American Withdrawal , I say it and I insist "Relative" - after many years of large scale military interventions- is another factor to be considered. We should perhaps take a good measure of that withdrawal. First of all it is not new, but rather belongs to cycles of foreign policies in which introverted and extraverted phases alternate. Then

La crise profonde de l'ordre international issu de l'après II^{ème} guerre mondiale.

The profound crisis in the post-world war II international order.

it is far from being synonymous of a complete retreat since the US are above all very discreet in their deployment and often use triptych stealth strategies such as Drones/Special Forces/Cyber... remains that after the hyper-visibility of the Bush administration and its consequences, in Irak and Afghanistan, a sufficiently classic corrective movement is at work.

A weakness of this corrective movement is that it leaves in the system voids, leaks in which opportunists, the ill-intended, often infra-state players, rush with a resurgence of conflicts...

In total, international relations in 2014 strongly oscillate between cooperation, classical or renovated in their mode and conflicts or threats, between States and outside of States. Hence the well founded feeling of permanent shifting, increasing imbalance, acceleration of the course of history, of over-reaction out of anybody's real control. No dominant power, no Rules of the game accepted by all, no predictability of events: that world of ours produces in all logic a diffuse feeling of instability and insecurity, especially as the numerous channels of continued information represents its giant mirror ("the worldwide multiplex").

II. SECOND TRANSFORMATION: international relations are punctuated by two conflicting movements: one regulations movement and a tendency to disorders.

In his « Réflexions sur l'ultra humain » Pierre Teilhard de Chardin wrote « after a phase of expansion humanity has entered a phase of Compression. ».

This compression phase is a challenge in itself. It creates a need for common rules. But it gives birth to new players, multiplies imbalances, introduces gaps ; it creates as much liberty as insecurity.

IN REALITY THERE ARE MANY CHALLENGES:

1) First challenge: *The presence of disparate players.*

The modern era brings together players who are very different from one another. New players appeared alongside the traditional parties.

In the classical sense of international relations, in the institutional sense, it is States and International Organiza-

→ grands blocs et des polarisations idéologiques etc...qui sont en exergue. Dans leur version extrême et odieuse, ces acteurs « infra-étatiques » donnent corps à ce que l'on désigne parfois sous le terme de « menace asymétrique » (typiquement : AQMI au Sahel, AQPA dans la péninsule arabique ; Daech en Irak...).

2/ Deuxième défi : ces acteurs nombreux et pluriels poursuivent des buts divergents.

Au fond, tous ces acteurs des relations internationales contemporaines se rangent schématiquement en deux ordres, deux grandes catégories :

-Des acteurs ordonnés, structurants, en quête de régulation, donc de « règles du jeu » ;

-ou bien des acteurs entropiques, déstructurants, averses au cadre, aux lois, qui sont parfois à l'origine de dérégulations.

Là réside peut-être un clivage profond dans notre monde, autour des buts poursuivis. Y œuvrent clairement des forces responsables, stabilisatrices, rassurantes ; y opèrent dans le même temps des forces anomiques, déstabilisatrices, inquiétantes. Vous comprendrez que cette ligne de partage distingue bien moins les acteurs des relations internationales d'un point de vue « organique », lié à leur nature (Etats, entreprises, ONG, associations, groupements etc...) que d'un point de vue « téléologique », lié à leurs objectifs, aux buts ultimes poursuivis.

Certains acteurs peuvent d'ailleurs, à l'aune de ce critère, se présenter sous un jour ambivalent, y compris les Etats : constructifs et stabilisateurs lorsqu'ils bâtissent un compromis sur le climat, règlent pacifiquement un différend, coopèrent pour reconstruire une zone dévastée par un tremblement de terre, tentent de poser des règles communes pour protéger la biodiversité etc...Mais destructeurs et fauteurs de troubles s'ils commettent une agression, encouragent des pratiques commerciales douteuses ou agressives ; pillent des ressources naturelles ; laissent se développer des déséquilibres conflictuels (démographiques, énergétiques, monétaires...). Les grandes entreprises n'échappent pas non plus à cette ambivalence : elles sont parfois ennemies des régulations (cas de certains « Hedge Funds » ; cas de certaines activités polluantes ; cas de surexploitations des ressources et des milieux naturels ; cas de la production de produits nuisibles à la santé humaine) ; mais elles savent aussi se montrer exemplaires, quand elles s'imposent une forme de responsabilité sociale (la RSE).

Peut-être faut-il admettre que les relations internationales sont un peu comme un être gigantesque, animé de pulsions ou désirs contradictoires, entre envie de construire et de détruire, entre pulsion de mort et énergie vitale, d'un excès à l'autre et où surviennent, en cas de forts déséquilibres, des mouvements de correction brutaux ? Nous assistons, en grandeur réelle, à une tension permanente entre la recherche d'un état de société internationale et la tendance à un état de nature...

3/ Troisième défi : la permanence et le cumul de déséquilibres majeurs.

Le monde d'aujourd'hui, nous le savons, est très ouvert, multipolaire, certains disent même, apolaire. Aucune puissance ne domine absolument les autres. Il n'y a plus de blocs antagoniques qui pouvaient jouer un rôle « homéostatique », coalisant les volontés et équilibrant les forces autour de lignes rouges... Le monde est de plus en plus libéral ou libéré aussi, la communication est y permanente. C'est un monde qui absorbe et digère les chocs, « fabrique » aussi de l'inquiétude (il est très anxigène) et produit des déséquilibres à répétition : des déséquilibres démographiques ; des déséquilibres écologiques ; des déséquilibres énergétiques ; des déséquilibres financiers ; des déséquilibres militaires.

Les déséquilibres démographiques sont connus. Ils vont se renforcer énormément. En gros, la partie la plus riche de l'humanité va continuer à entrer en transition ou en décélération démographique. La partie la moins riche va continuer à enregistrer une croissance exponentielle. Il va y avoir des zones de « haute pression démographique », manquant de ressources. Et des zones de « dépression démographique », souvent prospères ou encore bien pourvues. Entre ces zones, une sorte d'électricité va s'intensifier : les courants migratoires vont continuer et sans doute, croître. Ils ne seront pas simples à gérer.

tions that dominate the world stage, put their seal on it, and define the framework and the body of rules.

This traditional reading is based on recognition: States are first, they hold the "ultima ratio", the use of legitimate violence, including War. Primacy is here given to States and their creatures, the international organizations. In this sense, international relations are nothing but the sum of Relations between States, between international organizations and between States and international organizations.

In a more recent sense of international relations, new agents coexist alongside States and international organizations (surely major players sometimes extremely powerful even though they are often more discrete and less involved in the greater issues of common interest).

Included in that group are Multinationals, the major financial institutions, the great NGOs, the transnational actors of all kinds (including terrorist organizations), all orchestrated by the global media with in the background an emerging and stammering "international public opinion"...those players in the highlight were born by (or under the favor of) globalization, by the radicalization of a liberal climate since the end of the two blocks and the ideological polarizations... In their extreme and odious version those "infra-State" players give birth to what is sometimes called the "asymmetric threat"(AQMI au Sahel , AQPA in the Arabic peninsula ; Daech in Irak...).

2) Second Challenge: those numerous players are pursuing different goals.

They can basically be separated into two types, two categories:

-Organized and structuring players in search of regulations, therefore of "game rules";

Entropic, destructuring players who are averse to framework, to laws and who are sometimes at the origin of deregulations. There lies, perhaps, in our world, a deep cleavage around the pursued goals. Some of the forces at work here are responsible, stabilizing, reassuring; operating there at the same time are anomic, destabilizing and disturbing forces. You'll understand that this line of separation differentiates the international relations players less from an organic perspective-related to their nature (State, enterprises, NGOs...⁹) than from a "teleological" standpoint related to their objectives and ultimate goals.

Some actors may also reveal, on the basis of this criterion, ambivalent, including States: constructive and stabilizing when making an agreement on the climate, peacefully resolve a dispute, cooperate to rebuild a zone destroyed by earthquake, try to set up common rules to protect biodiversity etc...but destructive and trouble-makers when they commit an aggression, encourage unclear or aggressive business practices, loot natural resources, let conflicting imbalances develop(energetic, demographic, monetary). Large companies are no exceptions to this ambivalence: they are sometimes enemies of regulations(in the case of certain "hedge funds"; in the case of certain polluting activities; in the case of over-exploitation of natural resources and environment, in regards to the production of products that are harmful to human health); but they also know how to be good examples when they impose upon themselves a form of social responsibility(la RSE).

Should we perhaps concede that International relations are like a gigantic being, animated by contradictory and conflicting impulses and desires, torn between the desire to build and the desire to destroy, the life and death instincts; from one extreme to the other, and where occurs-when strong imbalances take place-brutal corrective movements? We are witnessing, in real time, a permanent tension between the search for an International Society and the tendency towards a natural state...

3) Third challenge : Permanent and cumulative major imbalances

We know that today's world is very open, multipolar-some even call it "Pole-Less". No power absolutely dominates the others. There are no longer antagonist blocks that could



Le Ministre chargé de la Prospective et de l'Évaluation des Politiques Publiques, M. NUBUKPO lors de son intervention. / Minister in charge of Strategic Studies and Public Policies Evaluations, Mr. NUBUKPO during his intervention

© Emmanuel PITIA

Les déséquilibres budgétaires et commerciaux sont massifs eux aussi. Entre les États-Unis et la Chine, par exemple, s'est installée une relation financière fondée sur un double déséquilibre : le déficit budgétaire américain exige un refinancement permanent en T-bonds ; les excédents commerciaux de la Chine aboutissent à un empilement de réserves de changes et de liquidités surnuméraires, qui obligent Pékin à des achats d'actifs convertibles, en particulier, de T-bonds. Plus largement, les déséquilibres entre l'épargne asiatique et les déficits occidentaux, pour schématiser, créent là encore une « électricité financière » permanente, une circulation d'énormes masses de capitaux, en quête de placement (les « hot money ») déconnectés de l'économie réelle (les achats de biens et services) et susceptibles de brutales accélérations (ce qu'on appelle les phénomènes de « surréaction »). Ces capitaux envahissent à présent les marchés à terme de matières premières et de produits de base (de toutes sortes) et amplifient les variations liées à l'exploitation ou aux récoltes physiques.

Les déséquilibres écologiques sont très prégnants eux aussi. Le changement climatique, qu'on observe même dans le golfe de Guinée (la « petite saison » des pluies, cette année, défie les prévisions), dans la plaine du Gange, aux États-Unis, dans le sud de la France avec les inondations récurrentes, est lié, c'est avéré, au réchauffement planétaire. Ce réchauffement tient pour l'essentiel à une augmentation extrêmement rapide et généralisée des émissions de CO². Comment corriger cela ? Comment parvenir à infléchir la courbe de croissance des émissions de CO², alors que les nouveaux émergents (qui représentent une majorité de la population mondiale) sont engagés dans des chemins de haute croissance, sont obsédés à juste titre par le rattrapage de niveaux de vie et ne sont pas forcément disposés à payer au prix fort les « hautes technologies » qui permettraient de « verdir » la croissance (cf. cas de « puits à carbone » des centrales à charbon en Chine ou en Inde

4/ Quatrième défi : comment se mettre d'accord pour corriger ou encadrer ces déséquilibres ?

play a "homeostatic" role, coalescing wills and balancing forces around red lines. The world is increasingly liberal or "liberated" with permanent communication. It's a world that absorbs and digests shocks, also manufactures anxiety and repetitively produces imbalances: demographic imbalances, ecologic imbalances, energy imbalances, financial and military imbalances.

The demographic imbalances are known. They will be greatly reinforced. Basically, the wealthiest part of humanity will continue to enter a demographic transition of deceleration. The less rich part will continue to experience an exponential growth. There will be "zones of demographic pressure" lacking resources and "demographic depression zones", often prosperous and well-off. Some sort of electricity will intensify between those zones : the migratory currents will continue and, perhaps, grow. They won't be easy to manage.

There are also massive budgetary and commercial deficits. Between the US and China there is a financial relation based on a double imbalance: the American budget deficit requires a permanent refinancing in T-Bonds. China's trade surpluses result in a stack of currency reserves and uncouthable cash forcing Pekin to purchase convertible assets, especially T-Bonds. In a larger point of view, the imbalances between Asia's savings and the deficits of the West, to sum it up, also create a permanent "Financial electricity", a circulation of huge masses of capital in quest of places to be invested (les "hot money"), disconnected from the actual economy (the purchase of goods and services) and prone to brutal accelerations (called the "over-reaction phenomena"). That capital now invades the markets for raw materials and commodities (of all kinds) and amplifies operations and physical harvest variations.

The Ecologic imbalances are also very durable. It is proved that climate change, that can even be observed in the Gulf of Guinea (the "short rainy season" of this year defies all predictions), in the Gangetic plain in the US, in southern France with recurring floods, is linked to Global

→ C'est un peu le cœur du problème : les déséquilibres de tous types composent pour ainsi dire la toile de fond des relations internationales. Ils sont ou pourraient devenir conflictuels. Mais nous ne parvenons pas à les régler par consensus.

Ils nous invitent pourtant à trouver collectivement des régulations nouvelles. Tel est précisément l'objet du G8, du G20, du G77, des grandes Conférences sur le climat, la biodiversité, qui se tiennent dans l'orbite de l'ONU, du cycle de l'OMC etc... Et pourtant, ces nouvelles régulations peinent à voir le jour et quand elles sont adoptées, à entrer dans les faits. Elles sont trop souvent décevantes ou insuffisantes.

Pourquoi ? En raison de l'extrême diversité des points de vue, des oppositions d'intérêts et de la difficulté objective à bâtir des consensus planétaires sur des questions elles-mêmes planétaires. Dans le meilleur des cas, ce sont les plus petits dénominateurs communs qui vont faire office de compromis.

L'exemple le plus net, et le plus inquiétant peut-être, concerne le changement climatique et la nécessaire réduction des émissions de CO² : les grands émergents invoquent des « responsabilités communes mais différenciées » dans les émissions de gaz à effet de serre pour ne pas accepter les plafonnements nécessaires. Ils avancent, non sans raison, qu'historiquement, les Occidentaux ont pollué abondamment au XVIII^{ème}, XIX^{ème} et XX^{ème} siècle, sans avoir à « caper » leurs émissions... la Chine et les Etats-Unis, qui sont actuellement les deux plus grands producteurs de CO² dans le monde, viennent apparemment de trouver un accord mais il faudra en analyser le contenu et la portée exactes, et l'articulation avec les négociations multilatérales...

Un autre exemple vient à l'esprit, celui de la crise financière dite des sub-primes en 2008 : les réunions du G20 (qui réunit réalistement les Occidentaux et les grands émergents), né de la nécessité de construire une réponse adaptée au défi du risque financier systémique, n'ont pas produit, loin s'en faut, les résultats attendus. Quelles parades de long terme, quelles règles coercitives et universelles a-t-on trouvé pour endiguer les fonds spéculatifs et les capitaux en quête d'arbitrages entre actifs ? A la place d'un cadre financier international profondément rénové et pleinement efficace (c'est-à-dire permettant d'écarter la possibilité d'une nouvelle crise de ce type), la crise des sub-primes est devenue une crise de dettes souveraines, c'est-à-dire de la dette des Etats, qui se sont endettés massivement pour sauver le système bancaire international d'une crise de liquidité catastrophique... Et ces mêmes Etats sont aujourd'hui déclassés par les agences de notation... Et les banques et fonds privés ont repris « hors bilan » des activités tout aussi lucratives et spéculatives qu'avant 2008, dans les places financières les moins régulées...

5/ Cinquième défi : comment faire prévaloir l'intérêt général et les sources de la légitimité ?

De cet ensemble flou, de ce monde assez plastique, irrésolu, où pour évoquer GRAMSCI, le monde nouveau n'a pas encore remplacé l'ancien, je persiste à croire que les Etats ont un avenir et devraient conserver une forme de primauté.

Il y a au moins trois raisons à cette conviction.

La première raison tient à la fonction même de l'Etat, statuer, « dresser », « ériger », qui est de protéger les groupes humains de la destruction et du chaos. L'Etat assure une fonction irréductible, dans un monde hétérogène et conflictuel, un mode de crises : il a un rôle important de réassurance, de bornage culturel, linguistique, ethnique, religieux etc... Il est un élément d'identification, un puissant fabricant d'identité, souvent différentielle (par différence avec ...) dont les individus peuvent tirer un sentiment de sécurité.

La deuxième raison découle de la légitimité démocratique des Etats, pour organiser, ou prétendre organiser, les coopérations, les régulations, occuper l'espace public international. Même si certains groupements infra-étatiques leur mènent la vie dure, si certaines entreprises multinationales sont plus prospères qu'eux, si l'Etat-Nation n'est plus toujours regardé comme une forme politique achevée des sociétés humaines, il n'y a pas d'autre entité qui puisse se prévaloir, comme le peuvent les Etats démocratiques, d'avoir été « armée », ou « missionnée » pour agir dans l'Histoire...

La troisième raison correspond à mon avis à un seuil d'intervention des Etats sans égal : l'Etat détient encore, dans

Warming. This warming is due to an extremely rapid and generalized increase in CO2 emissions. How to correct this? How to curb the growth curve of CO2 emissions, when the emerging countries (that represent a majority of the world's population) are engaged in high-growth paths and are, rightly so, obsessed with catching up with the standard of living and are not necessarily ready to pay a high price for cutting-edge technologies that would make the growth "Greener" (in the case of carbon wells in the coal plants of China or India).

4) Fourth Challenge: how to come to an agreement in order to correct or control those imbalances?

It is somehow at the heart of the problem. Imbalances of all types virtually make up the backdrop of international relations. They may or may become conflictual but we fail to resolve them by consensus. Yet they invite us to collectively find new regulations. This is precisely the purpose of the G8, G20, G77 major conferences on climate, biodiversity, held in the UN orbit, the WTO round etc... And yet these new regulations are struggling to emerge and, when they are adopted, still struggle to become realities.

They are too often disappointing or inadequate. Why? Because of the extreme diversity of views, oppositions of interests and the objective difficulty in building global consensus on global issues themselves. In the best case it is the lowest common denominators that will make office of compromise. The clearest example and most disturbing, perhaps, on climate change and the need to reduce CO2 emissions, the major emerging countries invoke "common but differentiated responsibilities" in the emissions of greenhouse gases to avoid accepting the necessary caps.

They argue, not without reason, that historically westerners have plenty polluted in the 18th, 19th and 20th centuries without having to "caper" emissions.

China and the US, which are currently the biggest CO2 producers in the world, have come to an agreement but its exact content and scope need to be analyzed as well as its coordination with multilateral negotiations.

Another example comes to mind, that of the so-called 2008 subprime financial crisis : the G20 meetings (which realistically brings together the West and major emerging countries) born from the need to construct an appropriate response to the challenge of systemic financial risk, have not produced, far from it, the expected results. What long-term fix, what universal rules have been found to contain hedge funds and capital seeking arbitrage between assets? Instead of a deeply renovated and fully effective international financial framework (that is to say, to rule out the possibility of a new crisis of this type) the subprime crisis has become a sovereign debt crisis, meaning the Debt of States, which are heavily indebted to rescue the international banking system from a catastrophic liquidity crisis.

And these States are now downgraded by the rating agencies... and banks and private funds have restarted as equally lucrative and speculative "off-balance sheet" activities as those from the pre-2008 period in the less regulated financial markets.

5) Fifth Challenge: how to uphold the general public interest and the sources of legitimacy?

In this blurred entity, this sufficiently plastic, unresolved world, where, to cite GRAMSCI, the new world has not yet replaced the old one, I persist in believing that States have a future and should retain a form of Primacy.

This conviction is based on at least three reasons:

The first reason has to do with the very function of a State: "to act", "train", "erect", which is to protect human groups against destruction and Chaos. A state holds a responsibility which cannot be reduced, in a heterogeneous world, a world of crisis: it has an important role of reassurance; of cultural, linguistic, ethnic and religious delimitation etc... it is an element of identification, a powerful manufacturer of identity, often differential from which individual people can draw a sense of security.

The second reason stems from the democratic legitimacy of A State to organize, or pretend to, cooperation,



les relations internationales, la majeure partie de la violence légitime, même si une partie de cette violence lui échappe à présent. Cette capacité est tirée de son monopole interne de ladite violence. C'est encore aux Etats, dans une large mesure, qu'appartient « l'ultima ratio » : la guerre et la paix.

Mais de quels Etats parle-t-on ici ?

6/ Sixième défi : la cohabitation des « émergés » et des « émergents ».

C'est un mouvement lourd de notre temps : les Etats qui émergent n'ont ni les mêmes traditions, ni les mêmes conceptions, j'allais écrire, les mêmes visions, de « l'ordre international » que les Etats d'Occident.

J'ai l'impression que les Etats occidentaux, persuadés d'être porteurs de civilisation, de valeurs universelles – ce qui est tout à fait discutable, j'en conviens avec vous – ont été, par tradition, par devoir parfois, interventionnistes. Je dirais, messianiques ou prométhéens. En tout cas prêts à assumer au grand jour leurs ambitions expansives, ou encore, les servitudes de la puissance. Ils ont souvent eu la préoccupation du droit international, des normes à suivre etc... Pour des bonnes ou mauvaises raisons, ils ont pendant des décennies, des siècles, façonné les relations internationales, élaboré des architectures d'alliances, de traités, de sécurité, cherché au fond à remplir l'espace public international. Ils ont même pris l'habitude de développer et projeter une « vision » occidentale du monde, de l'humanité, qui a pu contribuer, pendant des décennies, voire des siècles, à donner le ton des relations internationales. Il ne sera pas évident de passer d'un monde dominé par des occidentaux très « extravertis » à un monde de plus en plus influencé par de nouvelles puissances ou des puissances renouvelées par tradition plus introverties... Il est d'ailleurs très probable que les deux traditions/approches/visions cohabiteront durablement.

Car je ne vois pas facilement les grands émergents, en tout cas les plus grands, occuper à la manière des Occidentaux l'espace international, proposer des normes nouvelles, se préoccuper en priorité d'un ordre international. Les grands émergents sont surtout - et comment ne pas le comprendre - occupés par leur croissance et leur sécurité, leur stabilité. Ils ont parfois des environnements compliqués, en Asie notamment où coexistent un fort attachement à la souveraineté et de nombreuses frontières irrésolues. Ils ont aussi des populations énormes, ou importantes, qui posent une foule de problèmes domestiques : comment s'urbaniser ? Comment organiser des services collectifs suffisants ? Comment construire assez d'infrastructures, former, éduquer en proportions suffisantes, comment répondre aux besoins de consommation croissants ? Toutes ces préoccupations plutôt « autocentrées » fixent un horizon et hiérarchisent les priorités.

Ce relais qui n'en est pas un, entre des Etats occidentaux affaiblis, endettés, encore perclus par la crise des « sub-primes », et des émergents relativement plus introvertis pour le moment, introduit une juxtaposition défavorable : moindre capacités des Occidentaux, qui restent tout de même très actifs sur la scène internationale ; retenue des émergents... Cela laisse des espaces. Cela peut expliquer en partie l'écart que nous observons entre les besoins de régulations, d'une part et les mesures de régulations effectivement adoptées, d'autre part.

III-Troisième transformation : le monde contemporain imprime aux Etats-Nations une double logique contradictoire, entre puissance et impuissance.

Je ferai six constats.

1/Premier constat : la puissance est une donnée permanente des relations internationales.

Elle caractérise et structure dans une large mesure l'ordre international. Pourquoi le besoin de puissance ? Qu'est-ce que la puissance ? Est-ce une notion absolue ? Ou plutôt une notion relative ? Raymond Aron assimilait la puissance à la capacité pour un acteur de modifier le comportement d'un autre acteur. Cette définition très large désigne fondamentalement l'enjeu et l'objet de la puissance : parvenir à modifier les comportements et le cours de l'histoire. Longtemps, la puissance a pu être assimilée à un pouvoir de contrainte. Elle a consisté à pouvoir imposer sa

L'exemple le plus net, et le plus inquiétant peut-être, concerne le changement climatique et la nécessaire réduction des émissions de CO².

The clearest example and most disturbing, perhaps, on climate change and the need to reduce CO² emissions.

regulation, and to occupy the international scene. Even if some sub-state groups give them a hard time, even if some multinational companies are more prosperous than them, even if the nation-state is no longer always looked at as a complete political form of human societies, no other entity can claim, as Democratic State can, to have been "armed" or given a mission to act in history.

The third reason is in my opinion an unrivaled States Intervention threshold: States still hold, in international relations, the majority of legitimate violence even if some of this violence is now out of its control. This capability derives from its internal monopoly of that violence. The "ultima ratio; Peace and War, still belongs, in a large measure, to States.

But what States are we talking about here?

6) The coexistence of the "emerged" and the "Still-in-the-process of Emerging"

It is a heavy movement of our time: the emerging States do not have the same traditions, nor the same designs-I was going to say-the same visions of the "international order" as the States of the West.

I feel that Western countries, convinced to be "bearers of civilization" and "universal values"-which is quite debatable, I agree- have been by tradition and sometimes by duty, interventionists. I would say Messianic or Promethean, by all means ready to claim in broad daylight, their ambitions of expansion and servitude to Power. They have often been concerned by international law and standards to follow; for good or bad reasons, they have, for decades, centuries, shaped international relations, developed alliances architecture, security treaties, sought to substantively fill up the international stage. They have even been used to developing and projecting a western vision of the world, of humanity, which may have contributed for decades, even centuries, to set the tone for international relations.

It will not be easy to move from a world dominated by very extraverted westerners to a world increasingly influenced by new or renovated powers with more introverted traditions. It is also very likely that both traditions, approaches, visions sustainably coexist.

Because I do not easily see the major emerging countries, at least the biggest ones, occupy the international scene the same way westerner did; proposing new standards, having an international order as a key concern. The major emerging countries are mainly-and that can be easily understood-preoccupied with their growth, security and stability. They sometimes have complicated environments, particularly in Asia where a strong commitment to sovereignty and many unresolved borders coexist. They also have huge or large populations, which poses a host of domestic problems: how to urbanize? How to organize sufficient collective services, how to build enough infrastructure, train, educate in sufficient proportions, how to meet growing consumer needs? All these rather self-centered concerns set a horizon for a hierarchy of priorities.

This apparent relay between weakened, indebted, still crippled by the subprime crisis western States and relati-

→ volonté. Les diplomates ajoutent parfois à cette définition très ouverte le fait de disposer d'une population, d'un territoire, de ressources naturelles, d'une économie de grande dimension, de forces armées, de stabilité politique.

2/Deuxième constat : un reclassement des puissances est en cours.

L'apparition, la multiplication des acteurs non-institutionnels, la complexité nouvelle du champ des relations internationales, la densification des échanges, l'arc de moyens, de compétences, de modes d'intervention requis dans le monde contemporain, débouchent sur une sorte de « reclassement » des puissances. On pourrait presque, à cet égard, distinguer puissance « nominale » et « puissance réelle ».

Sur les 197 Etats reconnus dans le monde (le dernier né étant le Soudan du Sud en 2011), on estime parfois qu'une trentaine seulement auraient les moyens d'exercer une réelle influence et que de nombreuses entités non-étatiques (multinationales ; grands établissements financiers ; acteurs transnationaux type Al Qaeda etc ...) sont à présent plus puissantes que les autres Etats.

D'où l'impression d'une relativisation de la notion de puissance, d'une coexistence entre puissances classiques, puissances nouvelles et impuissance. D'où l'impression aussi que la puissance n'a certes pas disparu et qu'elle demeure même un élément clé des relations internationales, mais au prix d'un renouveau partiel de ses fondements et de ses formes d'expression.

3/Troisième constat : la quête de puissance est toujours un moteur-clé des relations internationales.

Au XXI^{ème} siècle, comme au cours des siècles passés, la puissance demeure un objectif majeur en soi. L'Iran cherche à se doter de l'arme nucléaire parce que c'est encore un attribut de puissance. Si la Chine et l'Inde en particulier sont perçues comme des puissances très émergentes - la Chine surtout - c'est qu'en plus de leur poids démographiques et économiques, elles n'hésitent pas à s'affirmer militairement. Le Brésil aspire à devenir une puissance régionale. L'Europe-puissance est parfois décrite comme une inaccessible ambition, voire tournée en dérision ... mais l'idée de puissance est toujours là, obsédante.

A l'avant-plan de la puissance, il y a l'incarnation de cette puissance, son visage humain, celui des dirigeant(e)s de la planète. A l'arrière-plan de la puissance, il y a les éléments sous-jacents, les facteurs de puissance, qui pèsent dans l'audience et l'impact des dirigeants.

La puissance est donc à la fois une catégorie constante des relations internationales (qui aime les comportements collectifs et hiérarchise les Etats/Nations), en même temps qu'une notion qui s'accompagne de variations considérables, dans le temps et dans l'espace.

La puissance paraît en quelque sorte élastique. Elle n'est ni générale, ni absolue.

4/ C'est un quatrième constat : la puissance varie dans le temps et dans l'espace

La puissance enregistre des variations dans le temps.

Aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles par exemple, pesait le poids du nombre. La puissance a surtout été mesurée à l'aune de critères quantitatifs (populations ; taille des armées, superficie du territoire ; ressources « primaires »). Puis le 20^{ème} siècle et plus précisément, le fait nucléaire, a introduit des critères qualitatifs pour étalonner les puissances. On a parlé parfois de « l'effet égalisateur de l'atome ». C'est ce qui a permis à des puissances objectivement moyennes, comme la France ou le Royaume-Uni, de disposer d'une allonge supplémentaire, d'un statut rehaussé malgré la décolonisation. La fin du 20^{ème} et le début du 21^{ème} siècles semblent coïncider plutôt avec un retour aux critères quantitatifs, bien tempérés (ou complétés) tout de même par des critères qualitatifs.

Analysant en détail les facteurs de puissance, Nial Ferguson, historien britannique, dans son livre Civilisations, explique à la fois la montée en puissance de l'Europe et la fin de sa suprématie. Il rappelle que l'Europe a connu une longue éclipse du V^{ème} au XV^{ème} siècle. Elle va ensuite connaître une exceptionnelle divergence de développement avec le reste du monde. Il recense ce qu'il appelle six « killer applications », qui expliquent la divergence européenne : l'idée de compé-

vely introverted emerging countries introduces a negative juxtaposition: lesser capacity of the westerners who still remain very active on the international scene, show of restraint by the emerging countries. That leaves spaces. This may partly explain the discrepancy we see between the needs for regulations on one hand, and the effectively adopted actual regulations, on the other hand.

III. Third transformation: the contemporary world marks Nation-States with a double contradictory logic of power and powerlessness.

I will make six observations.

1) Power is a permanent feature of international relations.

It characterizes structure and, to a large extent, the international order. Why the need for power? What is power? Is it an absolute or relative concept? Raymond Aron equated power with the ability for a player to change the behavior of another actor. This broad definition basically means the issue and the subject of Power: ability to change the behavior or course of History. For a long time Power was likened to coercive power. It was a way to impose one's will. Diplomats sometimes add to this broad definition the fact of having a population, a territory, natural resources, a large economy, armed forces and political stability.

2) A reclassification of Powers is underway.

The appearance, the proliferation of non-institutional actors, the new complex field of international relations, the intensification of trade, the bow of means, skills, methods of intervention required in the contemporary world lead to a kind of "reclassification" of Powers. One could almost, in this regard, distinguish "nominal power" and "real power".

Of the 197 recognized States in the world (the latest being South Sudan in 2011) sometimes it is estimated that only 30 have the real means to exert real influence and that many non-State entities (multinational companies, large financial institutions, transnational actors like Al Qaeda etc...) are now more powerful than the other States.

Hence the relativization of the concept of Power, a coexistence between the traditional powers, new powers and powerlessness. Hence the feeling that power has not certainly disappeared and remains even a key element of international relations, but at the cost of a partial renewal of its foundations and its forms of expression.

3) Third observation: the Quest for Power is always a key driver of international Relations.

In the 21st century, in centuries past, power remains a major objective in itself. Iran is seeking to acquire nuclear weapons because it is still a power attribute. If China and India in particular are seen as very emerging powers-china especially- it is because, in addition to their demographic weight, they do not hesitate to assert themselves militarily. Brazil aspires to become a regional power. European power is sometimes described as an unattainable ambition sometimes even derided...but the idea of power is still there, haunting.

At the forefront of power, there is the embodiment of that power, its human face, that of the leader of the planet. At the background of power there are the underlying elements power factors that weigh in the audience and impact of the leaders.

Therefore power is both a constant category of international relations (that likes collective behavior and prioritizes nation-States) along with a concept which is accompanied by considerable variations in time and space. In some way, power seems elastic. It is neither general nor absolute.

4) Power varies in time and Space.

Power may fluctuate over time

During the 18th and 19th centuries numbers carried quite a weight. Power was mostly measured in terms of quantitative criteria (population, size of army, land area, primary resources). Then the 20th century, more specifically the nuclear fact, introduced qualitative criteria to calibrate powers. People sometimes referred to the "equalizing effect" of atom. This is what has allowed objectively average powers such as France and the UK to have supplementary



Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, M. BROOHM lors de son intervention.
/ Minister of High Studies and Research, Mr BROOHM during his intervention.

tion (y compris entre Etats); la révolution scientifique du XVIII^{ème} siècle ; le règne de la Loi pour protéger la propriété ; la révolution de la médecine qui a fait doubler l'espérance de vie; la société de consommation ; l'éthique du travail. Ces six facteurs expliquent selon lui pourquoi l'Occident est devenu tellement plus riche et puissant que le reste du monde, du XVIII^{ème} au XX^{ème} siècle. Mais aussi, pourquoi cette « divergence » de développement n'a pas duré longtemps au fond. Il a été rattrapé, ses « killer applications » ont été reprises, imitées. Cela explique la grande convergence actuelle. Qui n'est d'ailleurs en fait qu'un retour à la longue durée de l'Histoire, puisque d'après Angus Maddison, au XV^{ème} siècle, la moitié du PIB mondial était produite par deux pays, la Chine et l'Inde...

La puissance connaît également des variations dans l'espace : les nouvelles combinaisons de puissance caractérisent le monde actuel.

Joseph NYE a décrit trois types de puissance qu'on retrouve, dans des proportions variables, dans chaque puissance globale, c'est-à-dire à peu près capable de mener tous les types d'action sur la scène internationale.

- Il a d'abord dégagé le concept de « hard ou command power of ordering ». Pour résumer, c'est le pouvoir que confère le pouvoir de contraindre ou d'acheter.

- Il a ensuite identifié ce qu'il appelle le « co-optive » ou « soft power ». C'est la voie par laquelle un Etat parvient à atteindre ses objectifs en faisant en sorte que les autres Etats soit le suivent (en fixant l'agenda, en structurant les situations...), soit développent des préférences ou définissent des intérêts de façon compatible avec les siens propres.

- Joseph NYE évoque enfin le « smart power », qui est la combinaison du « hard power » de coercition et de paiement avec le « soft power » d'attraction et de persuasion.

5/ Cinquième constat : les clés de la puissance débordent les critères physico-financiers ou les capacités militaires.

Les moteurs de puissance sont en effet beaucoup plus complexes et profonds, en réalité.

tabletop, an enhanced status despite of decolonization. The late 20th and early 21st centuries seem to rather coincide with a return to quantitative criteria, still well-tempered (or completed) by qualitative criteria.

Analyzing in detail the factors of power in his book "Civilizations," Neil Ferguson, a british historian, explains both the rise of Europe and the end of its supremacy. He recalled that Europe experienced a long eclipse from the fifth to the fifteenth century. It then experienced a tremendous divergence in development with the rest of the world. It identifies what he calls the "six killer application" that explain the European divergence: the idea of competition (including between States), the rule of law to protect property, the revolution in medicine that doubled life expectancy, consumer society, and work ethics. These six factors explain, in his opinion, why the West has become so much richer and more powerful than the rest of the world from the 18th to the 20th century but also why did not finally last long. It (the West) was caught up with, its "killer applications" have been repeatedly imitated. This explains the current convergence which is also in fact a return to long-term history since, according to Angus Maddison, in the 15th century half of the world's GDP was produced by two countries: China and India.

Power has also seen variations in space. The new power combinations characterize today's world. Joseph Nye has described three types of power that can be found in varying proportions in each global power; that is to say, almost able to conduct all types of action on the international scene.

-He first identified the concept of "hard" or "command" power of ordering"; to summarize it is the power to Compel or to Buy.

-he then identified what he called the "co-optive" or "soft" power. This is the path by which a State is able to achieve its goals by ensuring that other States either follow him(by setting the agenda, by structuring situations) or develop preferences, or define interests compatible with his own. →

→ A l'heure actuelle, les repères sont partiellement brouillés. Et si la puissance était une notion aujourd'hui dépassée par les « asymétries » auxquelles nous assistons ? La Grèce, petit pays, avait fait dérailler en 2012 un plan de régulation globale concocté en Conseil européen... Nous sommes entrés dans une ère où le prétendu faible a parfois un pouvoir de blocage supérieur au pouvoir d'initiative du puissant. Cela montre la dépendance du fort à l'égard du faible.

Mais la notion de puissance se combine plus que jamais, en 2014, avec la dynamique des Nations, véritable moteur caché des relations internationales.

Dans son ouvrage « La dynamique du capitalisme », Fernand Braudel relève notamment que les Nations suivent des mouvements longs et connaissent des cycles qui procèdent largement de facteurs subjectifs, somme des croyances collectives et des engagements individuels.

Le degré de mobilisation, l'énergie des populations dictent dans une large mesure leurs trajectoires. Ces moteurs « immatériels », qui trouvent leur source dans une sorte de direction collective, sont donc bien plus que les produits arithmétiques de facteurs physico-financiers. On ne peut pas expliquer par les seules considérations liées aux ressources naturelles, à la Production en stock ou aux avantages comparatifs l'évolution d'un pays par rapport aux autres. Il y a d'autres éléments qui entrent en ligne de compte.

Lesquels ?

D'abord, les convictions, l'adhésion à un socle de valeurs communes, religieuses ou profanes, représentent une importante force d'entraînement. Qu'on songe à l'An mille, en Occident, où la peur millénariste avait ensuite cédé le pas à un fervent élan mystique, à l'origine d'une spectaculaire poussée, dans plusieurs pays gagnés par une fièvre de construction faisant éclore des églises romanes, dans toute l'Europe de l'ouest.

La psychologie collective joue également un rôle important. Elle se traduit notamment dans la confiance en l'avenir, dans le rapport collectif entretenu par une génération donnée avec les générations précédentes et suivantes : pensons-nous vivre, faire mieux que nos prédécesseurs ? C'est sur ce point que les « pays émergents » se détachent et s'affirment de la manière la plus nette, comparés aux pays « émergés » ou « encore immergés » ou en cours de rattrapage : ils ont une solide confiance dans leur destin, leurs réalisations présentes et à venir, leur « futur » en un mot.

6/ Sixième et dernier constat, qui est une question : le cadre de la puissance serait-il en voie de dépassement ?

Il me semble que l'impression de relative impuissance des Etats-Nations, en 2015, à peser sur les relations internationales, à résoudre les grands problèmes internationaux de notre temps, s'inscrit dans la longue durée.

Inventé et théorisé au XIX^{ème} siècle, l'Etat-Nation n'est peut-être qu'une spectaculaire parenthèse dans l'histoire. Ce n'est peut-être pas, ou plus, l'unité historique décisive. Au Moyen-âge et au début des Temps modernes, on vivait dans un monde de civilisations bien plus que dans un monde d'Etats. Tel me paraît être de nouveau le cas, au XXI^{ème} siècle... On est d'ailleurs frappé, quand on voyage et c'est évidemment votre cas, par le fait que les civilisations ne s'arrêtent pas aux frontières des Etats. Samuel Huntington en a eu l'intuition fulgurante, quand il a publié son livre, le « Choc des civilisations » en 1993. Il ne raisonnait plus au niveau des Etats. On observera toutefois que la plupart des conflits survenus depuis son livre, depuis 1993, ont eu lieu non pas entre civilisations, mais à l'intérieur des civilisations elles-mêmes. Les violences au sein des civilisations ont été très supérieures à celles qui ont pu éclater entre civilisations. Ainsi, la plupart des musulmans qui ont été tués depuis la fin du XX^{ème} siècle l'ont été par d'autres musulmans.

Conclusion :

En guise de conclusion, j'aimerais réfléchir avec vous à ce qui, pour nous diplomates, pourrait constituer des points d'appui, des leviers d'intervention, ce qui continue au fond à donner sens à notre vocation diplomatique, celle de facilitateurs

-Joseph Nye finally evokes the concept of "smart power" which is the combination of the "hard Power" of coercion and payment with the "soft power" of attraction and persuasion.

5) Fifth finding: the keys of power go beyond the physical criteria of financial and military capabilities.

In reality, power engines are much more complex and profound.

At present, the markers are partially blurred. What if the concept of power was surpassed today by the notions of "asymmetries" we are witnessing? In 2012, Greece, a small country, was able to derail a comprehensive regulatory plan concocted by the European Council. We have entered an era where the so-called "weak entity" sometimes has superior capability to block events than the initiative power of the powerful. This shows the dependence of the strong upon the weak.

The notion of power is combined more than ever, in 2014, with the dynamics of Nations, real hidden engines of international relations.

In his book, "The dynamics of Capitalism," Fernand Braudel notes in particular that nations follow long movements and go through cycles which largely stem from subjective factors, the sum of collective beliefs and individual commitment.

The degree of mobilization and the energy of the people dictate to a large extent their trajectories. These intangible engines which are rooted in a kind of collective leadership are much more than the arithmetic product of the physic-financial factors. It cannot be solely explained by the considerations related to natural resources, by mass production or the advantages which compare the evolution of a country with another.

There are other factors which come into play.

Which?

First, beliefs, the adherence to a set of common values, religious or secular, are an important driving force. Think of the year 1000 in the West where the millenarian fear had then given way to a strong mystical impulse causing a dramatic surge in several countries overtaken by a building boom generating Romanesque Churches in all of Western Europe.

Collective psychology plays an important role. It is particularly reflected in the confidence in the future, in the collective relationship maintained by one generation with the previous and subsequent generations. Do we believe we live and do better than our predecessors? It is on this point that the emerging countries take a stand and assert themselves in the clearest manner, compared to the "emerged," the "immersed" or those still taking remedial courses: they have a strong confidence in their destiny, their present and future achievements, their future in a nutshell.

6) Sixth and last finding, a question: could the framework of power be on its way to being outdated?

It seems that the impression of relative powerlessness of Nation-States to put their weight, in 2015, on international relations, solve the major international problems of our time, is set for the long term.

Invented and theorized in the 19th century, the notion of Nation-state is perhaps only a dramatic interlude in history. It may not or no longer be the decisive historical unit. In the middle ages and early modern times we lived more in a world of civilizations than in a world of States; to me, that seems to be the case in the 21st century. It hits you, when you travel-and this is obviously your case- that civilizations do not stop at States borders.

Samuel Huntington had a strong intuition of that when he published his book "The shock of civilizations" in 1993. He did not reason at the level of States. However we observed that most conflicts, since the book was published in 1993, took place not between civilizations but within civilizations themselves.

Violence within civilization was much greater than violence that broke out between civilizations. Thus most of

ASSOCIATION DES ENTREPRISES DE CHINE AU TOGO (AECT)

L'Association des Entreprises de Chine au Togo (AECT) est la réunion des entreprises et organismes publics et privés chinois au Togo. Ses objectifs sont le renforcement du dialogue avec les organismes gouvernementaux togolais, le développement des coopérations avec le monde des entreprises industrielles et commerciales togolaises, la protection des intérêts de ses membres, la réalisation d'un développement commun et de la réussite des deux côtés. L'AECT brille dans plusieurs secteurs d'activités, de grands travaux publics (Le contournement de Lomé, la nouvelle aéroport de Lomé...) aux commerces privés (Le supermarché Horizon, l'hôtel Krimas...), sans oublier l'industrie vivrière (Le complexe sucrier d'Anié, etc). L'AECT est prête à accueillir les partenaires togolais venant de tous secteurs d'activités. Marchons ensemble vers un futur d'excellence.

E-mail : aectlome@gmail.com

PRÉSIDENT



VICE-PRÉSIDENTS



MEMBRES



→ d'échanges, de fabricants de compromis, de porteurs sinon de paix, au moins de détente ou d'apaisement.

Comment répondre aux besoins d'un Monde en quête d'un ordre, qui ne peut plus être l'ordre westphalien, l'ordre « européen » si l'on préfère (primat des Etats ; besoin de coopération y compris multilatérale ; équilibre des puissances ; inviolabilité des frontières ; existence de procédures et de valeurs...), mais qui ne peut pas non plus réinventer radicalement les fondements d'un ordre international fût-il rénové.

Je vous livre avec une modestie obligée 5 axes de réflexion, qui tracent cinq pistes.

1/ Le premier axe est sans doute de faire vivre, en le réinventant sans doute un peu, l'esprit des Nations Unies, de l'Union européenne, de l'Union africaine, des organisations internationales universelles ou régionales à vocation généraliste. Nous devons sans doute veiller à « revitaliser le système multilatéral », selon une formule de mon collègue Gérard ARAUD, en incluant mieux la société civile globale et les grands émergents de chaque continent, y compris l'Afrique, votre continent, dont nous sommes si proches.

2/ Le deuxième axe, c'est sans doute de nourrir les réflexions sur la Politique, l'espace public international. Qu'est-ce que la Politique en 2014 ? Comment ré-installer au cœur des décisions la primauté des pouvoirs légitimement désignés, des pouvoirs publics responsables, sur des acteurs privés, parfois surprenants, mais sans légitimité démocratique et parfois occultes ? Comment développer la responsabilité sociale des entreprises à l'échelle mondiale ? Comment responsabiliser vraiment les acteurs de la finance de marché, après la grande crise de 2008 ?

3/ Le troisième axe, c'est de prendre soin de notre « Maison commune », le patrimoine commun de l'humanité, formule employée pour désigner « la mer et les fonds marins », mais qui désigne plus largement aujourd'hui tous les biens publics mondiaux. La terre, l'air, le climat, les eaux, la biodiversité... : tous ces sujets sont des sujets transfrontières, des motifs de préoccupations, des leviers pour faire naître et croître une communauté de destins entre les peuples et les continents...

4/ Le quatrième axe, subi, mais sur lequel nous pouvons rebondir ensemble, ce sont les crises, naturelles (catastrophes en tous genres) humaines (sécuritaires ou humanitaires) ou mixtes (naturelles et humaines) telles les crises sanitaires. Ces crises appellent des réponses collectives, obligent à des solidarités, à des actions communes, de plus en plus sur une base de coalitions « ad hoc », qui entretiennent un « esprit communautaire ». Les crises forgent, comme les guerres l'ont fait, une « communauté humaine », accélèrent les prises de conscience et favorisent les prises de décision. Elles sont souvent un moteur des transformations en cours, en espérant que le prix n'en soit pas trop élevé...

5/ Le cinquième axe, pour moi qui suis Français d'un vieux continent, c'est l'Europe. L'Europe est si remarquablement exemplaire, à la fois par les formes très abouties de civilisation qu'elle abrite (pensez aux grands écrivains, aux compositeurs, architectes, scientifiques de renom qu'elle a fait surgir, au luxe et à la gastronomie dont elle est capable, à l'Habeas corpus ou à la conciliation remarquable obtenue entre libertés publiques et sécurité collective) et par les terribles régressions barbares dont elle a été le théâtre, surtout au XX^{ème} siècle (deux grandes guerres devenues mondiales, avec leur cohorte d'horreurs), c'est sans doute de poursuivre le mouvement d'intégration européenne, l'Union européenne. Il n'est pas certain du tout que l'Europe puisse être une puissance. Mais elle peut devenir un vrai centre de pouvoir, un pôle structurant, et peut-être, un exemple unique d'union par la démocratie et la libre volonté des peuples qui la composent, sans recours à la force.

Je suis très reconnaissant de votre attention.

Quelqu'un demandait un jour à Winston Churchill, orateur réputé, comment faire pour bien terminer un discours. Il a répondu : « *Et bien, cher ami, c'est très simple, vous vous levez lentement de votre place et vous écarterez votre chaise sans faire de bruit, afin de ne pas réveiller l'auditoire* »...

Je vous remercie.

the Muslims who have been killed since the end of the 20th century were by other muslims.

Conclusion :

In conclusion I would like to reflect with on what, for us diplomats, could be points of support, levers of intervention, which continues to give meaning to our diplomatic vocation, that of facilitators of exchanges, manufacturers of compromise, carriers, if not of peace, at least of relaxation and appeasement. How to meet the needs of a world in search of an order which can not be the Westphalian order, the «European» order if you prefer (the primacy of States; need for cooperation including multilateral, balanced powers, inviolability of borders; existence of procedures and values ...), but that can not radically reinvent the foundations of an international order were it renovated.

Let me give you in all modesty 5 axis of reflection, which trace five tracks.

1 / The first axis is likely to live, while probably re-inventing it a little, the spirit of the United Nations, the European Union, the African Union, universal or regional international organizations general purpose. We must certainly make sure to «revitalize the multilateral system,» according to a formula of my colleague Gérard ARAUD, including better global civil society and major emerging from every continent, including Africa, your continent, which we are so close to.

2 / The second axis, probably to feed reflections on Politics, international public space. What is the policy in 2014? How to re-settle in the heart of the decisions the rule legitimately designated authorities, government officials, on private actors, sometimes overpowering, but without democratic legitimacy and sometimes occult? How to develop corporate social responsibility on a global scale? How to really empower actors in the financial markets after the great crisis of 2008?

3 / The third priority is to take care of our «common house,» the common heritage of mankind formula used to mean «the sea and seabed» but refers more broadly today all global public goods. Earth, air, climate, water, biodiversity ...: all these issues are cross-border issues, concerns patterns, levers to be born and grow a community of destiny between peoples and continents ...

4 / The fourth axis, suffered, but on which we can all bounce back, it is the crisis, natural (disasters of all kinds) Human (security or humanitarian) or mixed (natural and human) such as health crisis. These crisis require collective responses, call for solidarity, for joint action, more on the basis of coalitions «ad hoc», that maintain a «community spirit». Crisis forge, the same way wars did, a «human community», accelerate awareness and promote decision-making. They are often a motor of the ongoing transformations, with hopes that the price to pay won't be too high...

5 / The fifth axis, for me as a French from an old continent is Europe. Europe is so remarkably exemplary, both by the very accomplished forms of civilization it houses (think of the great writers, composers, architects, renowned scientists it has given rise, luxury and gastronomy which she is able to habeas corpus or outstanding balance achieved between civil liberties and collective security) and the terrible barbarian regressions she has witnessed, especially in the twentieth century (two great world wars become with their cohort horrors), it is probably to continue the movement of European integration, the European Union. It is not at all certain that Europe can be a power. But it can become a real center of power, a structuring pole, and perhaps, a unique example of unity through democracy and the free will of the peoples living without the use of force

I am very grateful for your attention.

Someone once asked Winston Churchill, renowned speaker, how to end your speech. He replied, «Well, dear, it's very simple, you get up slowly from your place and you move your chair quietly, so as not to wake up the audience» ...

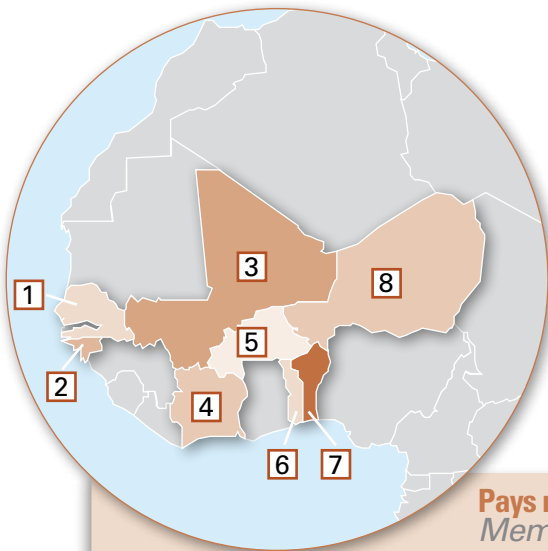
Thank you.



20^{ème} anniversaire de la création de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)

20th Anniversary of the creation of Economic and Monetary Union West African (WAEMU)

par M. ZOUNON Azéa, Chargé d'Etudes à la Direction de l'Intégration Africaine
by Mr. ZOUNON Azéa, Research Officer, African Integration Department



Pays membres de l'UEMOA Member States of the UEMOA:

- | | | |
|-----------------|-----------------|---------|
| 1 Sénégal | 4 Côte d'Ivoire | 7 Bénin |
| 2 Guinée Bissau | 5 Burkina Faso | 8 Niger |
| 3 Mali | 6 Togo | |

« UEMOA, 20 ans, les voies d'un développement solidaire en Afrique de l'Ouest » est le thème retenu pour la célébration du vingtième anniversaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Cette commémoration, qui a eu lieu à Ouagadougou le 20 octobre 2014, a été l'occasion pour les Chefs d'Etat et de gouvernement de dresser un bilan des activités de l'organisation d'intégration sous-régionale. / «WAEMU, 20 years, routes of inclusive development in West Africa» is the theme for the celebration of the twentieth anniversary of the West Africa Economic and Monetary Union (WAEMU). This commemoration was held in Ouagadougou October 20, 2014, was an opportunity for Heads of State and Government to draw up a balance sheet of the activities of sub-regional integration organization.

L'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola a particulièrement retenu l'attention des Chefs d'Etat et de gouvernement. A ce titre, ils ont exprimé leur solidarité aux pays affectés et aux populations victimes. Aussi, se sont-ils engagés à mobiliser davantage de ressources pour venir en aide aux populations affectées par cette pandémie.

Au total, l'analyse détaillée des réalisations de l'UEMOA depuis sa création révèle que les dix premières années ont servi à l'adoption ainsi qu'à la mise en œuvre de nombreuses réformes.

De 2004 à 2014 des actions concrètes ont été menées au profit des populations, afin d'assurer la visibilité et la crédibilité du processus. Ainsi, grâce au Programme Economique Régional (PER I et II), l'UEMOA s'implique dans le vécu quotidien des populations, dans les villes et les campagnes à travers la mise en œuvre de programmes sectoriels intégrateurs. Dans cette optique, soixante-trois projets, pour un coût global de trois mille milliards de francs CFA, au titre du PER I, et cent projets dont quarante-cinq du PER I, pour un coût d'environ six mille milliards de francs CFA, au titre du PER II, donnent plus de visibilité, d'efficacité et de pertinence au processus d'intégration dans les pays membres.

Pour mémoire, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été créée le 10 janvier 1994. Son objectif principal est la réalisation de l'intégration économique des Etats membres, à travers la construction d'un espace économique ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique harmonisé.

Elle compte huit (8) Etats membres à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Furthermore, the hemorrhagic fever epidemic of Ebola virus particularly caught the attention of Heads of State and Government of WAEMU. As such, they expressed their solidarity with the countries and populations affected. They also committed themselves to mobilize more resources to help the people affected by this pandemic.

The detailed analysis of the WAEMU achievements since its creation shows that the first ten years were used for the adoption and the implementation of many reforms.

From 2004 to 2014 concrete actions have been taken for the benefit of the people to ensure the visibility and credibility of the process. Thus, through the Regional Economic Programme (PER I and II), the WAEMU is involved in the daily lives of people in the cities and the countryside through the implementation of sectoral programs integrators. In this context, sixty-three projects, for a total cost of three thousand billion CFA francs under the PER I, and one hundred projects of which forty-five of PER I, at a cost of about six thousand billion CFA francs, under PER II, give more visibility, efficiency and relevance to the integration process in member countries.

For the record, the West Africa Economic and Monetary Union (WAEMU) was established on January 10, 1994. Its main objective was the realization of economic integration of the member states, through the construction of an open and competitive economic zone.

It has eight (8) member states: Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinea-Bissau, Mali, Niger, Senegal and Togo.

Réponse du Président de la République S.E. Faure Essozimna GNASSINGBE, aux vœux du Corps Diplomatique accrédité au Togo

President of the Republic H.E. Faure Essozimna GNASSINGBE response to the new year wishes of accredited Diplomatic Corps to Togo

*Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellence Monsieur l'Ambassadeur de la République fédérale du Nigeria et Représentant du Doyen du corps diplomatique,
Monsieur le Nonce apostolique,
Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs des missions diplomatiques,
Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations internationales,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,*

La pertinence des sujets que le Représentant du Doyen du corps diplomatique vient d'aborder, en votre nom à tous, est la preuve renouvelée que la coopération dynamique et féconde que nous construisons, se fonde sur des préoccupations partagées.

Au nom de mes compatriotes, je tiens à vous remercier pour vos vœux chaleureux et surtout pour cet intérêt constant que vous portez au peuple togolais et à ses dirigeants.

Je vous présente à mon tour, avec le même élan du cœur, à vous-mêmes, à vos familles, à vos pays respectifs ainsi qu'à leurs dirigeants, mes vœux les plus sincères de santé, de paix et de prospérité, pour l'année nouvelle.

Mon vœu le plus ardent pour les pays amis et les organisations partenaires que vous représentez ici au Togo avec

*Distinguished Ministers,
Excellency Ambassador of the Federal Republic of Nigeria and representative of the Dean of the Diplomatic Corps
Mr. Apostolic Nuncio,
Excellencies, Distinguished Ambassadors and Heads of Diplomatic Missions
Distinguished Representatives of international organizations,
Distinguished guests,
Ladies and Gentlemen,*

The relevance of the topics that the Representative of the Dean of the Diplomatic Corps just discussed on your behalf is the renewed proof that the dynamic and fruitful cooperation we are building is based on shared concerns.

On behalf of my compatriots, I thank you for your warm wishes and especially for your constant interest to the Togolese people and its leaders.

In return, I also present to you, with the same impulse of the heart, to yourselves, your families, to your respective countries and their leaders, my most sincere wishes for health, peace and prosperity for the New Year.

My most ardent wish for friendly countries and partner organizations that you represent here in Togo with dedication is for the New Year to be a source of hope for all.

Excellency Representative of the Dean of the Diplomatic Corps,

*Distinguished guests,
Ladies and gentlemen,*

Togo has always chosen to build its action on the basis of a lasting commitment to active solidarity with all its partners.

Togolese diplomacy intends indeed, with your help, to deploy in the New Year, with the same constructive energy, in the solidarity spaces we have created and which have allowed us for years, to act together, in symbiosis and complementarity.

In this context, please allow me to dedicate my first words to the common struggle we have undertaken in order to curb and eradicate the epidemic Ebola virus disease.

This epidemic will undoubtedly be one of the major common challenges of this past year.

The task before us is of great extent, although we have seen a positive development in the affected countries in recent months, particularly in Liberia and Guinea.

We must therefore continue to exercise extreme vigilance, because the gains remain fragile. The road is still long.

This is the place for me to thank the friendly countries and partner organizations whose financial and technical commitments have become reality over the months, giving more chances to the effective implementation of the road map drawn up under the auspices of ECOWAS

I take the opportunity afforded to me by this forum to express my deep gratitude to all the goodwill that have arisen sponta-



S.E.M. Faure E. GNASSINGBE, Président de la République, s'adressant au Corps Diplomatique accrédité au Togo. / H.E.Mr Faure E. GNASSINGBE, President of the Republic, during his address to the accredited Diplomatic Corps to Togo

© Louis Vincent



De la droite vers la gauche : S.E.M. Arthème Ahoomey-Zunu, Premier ministre; M. Solitoki Esso, Ministre d'Etat chargé des Affaires présidentielles; Mme. Victoire Dogbé-Tomegah, Directeur de cabinet du Président de la République; S.E.M. Robert Dussey, Ministre des Affaires Etrangères et M. Patrick Tévi, secrétaire général de la présidence. / From right to left : H.E.Mr. Arthème Ahoomey-Zunu, Prime Minister ; Mr. Solitoki Esso, Minister of State for Presidential Affairs ; Mrs. Victoire Dogbé-Tomegah, Head of State Office ; H.E.Mr. Robert Dussey, Minister of Foreign Affairs and Mr. Patrick Tevi, general secretary of the presidency,

© Louis Vincent

dévouement, est que la nouvelle année soit pour tous une source d'espérance.

Monsieur le Représentant du Doyen du corps diplomatique,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,

Le Togo a choisi depuis toujours de bâtir son action sur le socle d'un engagement pérenne en faveur d'une solidarité active avec l'ensemble de ses partenaires.

La diplomatie togolaise entend en effet, avec votre concours, se déployer au cours de l'année nouvelle, avec la même énergie constructive, au sein des espaces de solidarité que nous avons créés et qui nous permettent depuis des années, d'agir ensemble, dans la symbiose et la complémentarité.

Permettez-moi dans cette perspective, de dédier mes premiers mots, à la lutte commune que nous avons engagée, en vue de freiner et d'éradiquer l'épidémie de la maladie à virus Ebola.

Cette épidémie restera sans aucun doute, l'un des défis collectifs majeurs de l'année qui s'achève.

La tâche qui nous attend est d'une grande ampleur, même si l'on doit relever ces derniers mois, une évolution positive dans les pays touchés, en particulier au Libéria et en Guinée.

Nous devons dès lors continuer à faire preuve d'une vigilance extrême, car les acquis demeurent fragiles. La route est encore longue.

C'est le lieu pour moi de remercier les pays amis et les organisations partenaires dont les engagements financiers et techniques se sont concrétisés au fil des mois, donnant ainsi des chances supplémentaires à la mise en œuvre effective de la feuille de route établie sous l'égide de la CEDEAO.

Je saisis l'occasion que m'offre cette tribune, pour exprimer ma profonde gratitude à toutes les bonnes volontés qui se sont manifestées spontanément, par divers canaux, pour

neously, through various channels, to offer support for effective supervision and coordination of the response against Ebola.

Our mission is very demanding. But it is exhilarating.

To meet this need, we intend with the help of everyone, to intensify advocacy with African States, for the opening of land, sea and air borders.

Our advocacy for the lifting of restrictions on freedom of movement must indeed become more audible. It should lead to the abandonment of all restrictions to the free movement of persons and goods.

These are undue counter productive restrictions because they fuel the fear and reinforce stigma, just when we need to increase solidarity vis-à-vis the countries affected by the epidemic.

With this in mind, President John Dramani Mahama and I have decided to convene in the month of January 2015, a high-level meeting in Accra, under the auspices of the Presidency of ECOWAS. This meeting will examine areas of synergy, cooperation modalities, roles of different stakeholders and the account and adjustment mechanisms. I remain convinced that it is through these consultation frameworks that we can work together effectively.

**Mr. Representative of the Dean of the Diplomatic Corps,
Distinguished guests,
Ladies and gentlemen,**

As the news daily provide us with illustrations, our time carries profound changes. Fruits of complex dynamics, these changes are sometimes the reflection of each country's own path.

But more generally, they relate to shared areas such as climate, environmental protection, security and defense.

Faced with the challenges associated with these emerging global causes and the many pressing challenges arising from it, it behooves us to coordinate our efforts to further the →

→ offrir leur soutien pour une supervision et une coordination efficaces de la riposte contre Ebola.

Notre mission est très exigeante. Mais elle est exaltante.

Pour y répondre, nous entendons avec le concours de tous, intensifier le plaidoyer auprès des Etats africains, pour l'ouverture des frontières terrestres, maritimes et aériennes.

Notre plaidoyer pour la levée des restrictions sur la libre circulation doit en effet devenir plus audible. Il doit déboucher sur l'abandon du régime des restrictions à la libre circulation des personnes et des biens.

Ces restrictions indues sont contre-productives car elles alimentent la peur et renforcent la stigmatisation, au moment même où nous devons redoubler de solidarité vis-à-vis des pays touchés par l'épidémie.

Fort de ce constat le Président John Dramani Mahama et moi avons décidé de convoquer dans le courant du mois de janvier 2015, une réunion de haut niveau à Accra, sous l'égide de la présidence en exercice de la CEDEAO. Cette rencontre permettra d'examiner les domaines de synergie, les modalités de coopération, les rôles des différentes parties prenantes ainsi que les mécanismes de compte-rendu et d'ajustement. Je demeure convaincu que c'est à travers ces cadres de concertation que nous parviendrons à agir ensemble avec efficacité.

**Monsieur le Représentant du Doyen du corps diplomatique,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

Comme l'actualité nous en fournit chaque jour l'illustration, notre époque est porteuse de mutations profondes. Fruits de dynamiques complexes, ces mutations sont parfois le reflet du cheminement propre à chaque pays.

Mais plus généralement, elles touchent à des domaines partagés comme le climat, la protection de l'environnement, la sécurité et la défense.

Face aux enjeux liés à ces causes globales émergentes et aux nombreux défis pressants qui en découlent, il nous revient de coordonner davantage nos efforts pour l'essor d'un environnement plus sûr, plus sécurisé et qui contribue à réduire les sources de vulnérabilités pour nos sociétés.

Dans cette optique, le Togo reste plus que jamais mobilisé pour préserver la paix et la sécurité, ces biens précieux qu'il faut garantir à tout prix, car ils sont les pré-requis pour le succès durable de tous nos projets de société.

Aujourd'hui, notre ambition est d'inscrire cet engagement actif pour la paix et la sécurité dans le cadre plus large des initiatives en cours sur le continent, visant à faire de la sous-région ouest-africaine et l'Afrique toute entière, un espace plus stable et plus sécurisé.

C'est pourquoi, le Togo s'investira pleinement au cours de l'année nouvelle et avec la même conviction, pour perpétuer chaque fois que le besoin se fera sentir, sa longue tradition de participation aux missions de maintien de la paix.

Mais devant l'ampleur des menaces nouvelles et face à l'éclosion de nouveaux foyers de tensions, à l'essor du terrorisme, de la piraterie, face à la persistance de la criminalité transfrontalière, à la prolifération des armes, il est devenu urgent d'aller plus loin dans la nature même de notre engagement.

Nous devons en effet saisir les nouvelles opportunités qui s'offrent à nous aujourd'hui, pour doter notre continent de réelles capacités opérationnelles, lui permettant de maîtriser pleinement son destin, en assurant par lui-même sa sécurité.

Nous pensons en particulier à la nécessité de donner un contenu effectif à la force en attente de la CEDEAO. Parallèlement il nous incombe de tout mettre en œuvre pour opérationnaliser la capacité africaine de réaction immédiate aux crises (CARIC), dont le concept vient d'être accepté par les instances de notre continent.

Comme l'actualité nous en fournit chaque jour l'illustration, notre époque est porteuse de mutations profondes. Fruits de dynamiques complexes, ces mutations sont parfois le reflet du cheminement propre à chaque pays.

As the news daily provide us with illustrations, our time carries profound changes. Fruits of complex dynamics, these changes are sometimes the reflection of each country's own path.

development of a safer, more secure environment which will help reduce the sources of vulnerabilities for our societies.

With this in mind, Togo is more than ever mobilized to maintain peace and security, valuable assets that must be guaranteed at all costs, because they are the prerequisites for the long-term success of our community projects.

Today, our ambition is to include this active commitment to peace and security in the broader context of current initiatives on the continent, aiming to make the West African sub-region and Africa as a whole, a more stable and secure space.

Therefore, Togo fully commits itself, in the new year and with the same conviction, to perpetuate whenever the need arises, its long tradition of participation in peacekeeping missions.

But given the scope of new threats and to deal with the emergence of new hotbeds of tension, with the rise of terrorism, piracy, the persistence of cross-border crime, weapons proliferation, it has become urgent to go further in the very nature of our engagement.

Indeed, we must seize the new opportunities that are available to us today, to give our continent real operational capabilities, allowing it to fully control its destiny, ensuring its own security.

We believe in particular the need to give effective content to the standby force of ECOWAS. At the same time it is our responsibility to make every effort to operationalize the African capacity for immediate crisis response (CARIC), the concept has been accepted by the authorities of our continent.

Togo is, for its part, ready to take an active part in this collective effort.

The ongoing overhaul of the national defense and security system is specifically designed to give our country the means to actively participate in the effort of African ownership of its security and defense policy.

***Mr. Representative of the Dean of the Diplomatic Corps,
Distinguished guests,
Ladies and gentlemen,***

As you can see, the overhaul of the national defense and security system has been accompanied by a marked resurgence of interest in the maritime field.

Even as piracy worldwide has declined significantly since 2006, the Gulf of Guinea is dangerously against the tide of



Le Corps Diplomatique et Consulaire accrédité au Togo. / *The Accredited Diplomatic Corps in Togo.*

Le Togo est, pour sa part, prêt à prendre une part active dans cet effort collectif.

La refondation en cours du dispositif national de défense et de sécurité vise précisément à donner à notre pays les moyens de participer activement à l'effort d'appropriation par l'Afrique de sa politique sécuritaire et de défense.

Monsieur le Représentant du Doyen du corps diplomatiques, Distingués invités, Mesdames et Messieurs,

Comme vous avez pu le constater, la refondation du système national de défense et de sécurité a eu pour corollaire, un regain d'intérêt marqué pour le domaine maritime.

Alors même que la piraterie à l'échelle mondiale a sensiblement baissé depuis 2006, le golfe de Guinée se situe dangereusement à contre-courant de cette tendance. Il nous revient donc de prendre les choses en main sans délai pour valoriser tout le potentiel que le domaine maritime représente pour l'essor économique de nos pays.

Durant l'année qui s'achève, le Togo s'est pleinement investi sur le front maritime, en jetant les bases d'une réforme en profondeur de l'action de l'Etat en mer et en prenant une part active à la sensibilisation de la communauté internationale sur les enjeux en présence.

Nous devons dès à présent franchir un nouveau cap, en créant de nouveaux outils pour l'intensification de la lutte contre la piraterie maritime, la pêche illégale, le trafic des armes et de la drogue, le vol à main armée, le déversement des déchets toxiques, etc, etc.

Compte tenu de l'ampleur de tous ces défis, nous avons l'impérieux devoir de tout mettre en œuvre afin que la session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine sur la sécurité maritime et le développement en Afrique, que notre capitale se pré-

this trend. It is up to us to take without delay the lead to value all the potential that the maritime domain represents for the economic development of our countries.

During the past year, Togo has fully invested on the sea front, laying the foundation for a comprehensive reform of the State's action at sea and taking an active part in raising the awareness of the international community on the issues involved.



S.E.M. Sunday Matthew Adoli, ambassadeur du Nigeria au Togo et représentant le doyen du corps diplomatique. / *H.E. Matthew Adoli Sunday, Nigerian Ambassador to Togo and representing the dean of the diplomatic corps.*

→ pare à accueillir, vers la fin de l'année 2015, tiennent toutes ses promesses.

Je vous invite donc tous à apporter, le moment venu, votre contribution active pour le succès de ce rendez-vous important.

**Monsieur le Représentant du Doyen du corps diplomatique,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

L'engagement du Togo en faveur d'une coopération de plus en plus fructueuse avec les gouvernements et les organisations que vous représentez, se poursuivra avec la même quête obsessionnelle de progrès continuels, dans tous les domaines touchant à la vie de nos populations.

Nous travaillerons ensemble au triomphe des valeurs et des principes qui contribuent au progrès de l'humanité.

C'est dans cet esprit que nous entendons, en prélude à l'année africaine des droits de l'homme qui sera célébrée en 2016, renforcer au cours de la nouvelle année, notre partenariat multilatéral. Nous ferons en sorte que les actions du Togo dans le domaine de la protection des droits humains, contribuent à nourrir et à enrichir les efforts de la communauté internationale. Il est toutefois nécessaire que ces efforts se déploient dans le cadre d'un dialogue de qualité avec les organisations internationales ainsi que les représentants de la société civile.

La récente visite à notre invitation du Sous-comité des Nations Unies contre la torture dans les principaux centres de détention du Togo fait partie des bonnes pratiques que nous entendons promouvoir à l'avenir. Elle s'inscrit dans la dynamique de la collaboration fructueuse que nous avons résolu de construire avec tous ceux qui œuvrent avec foi et désintéressement au triomphe des droits humains.

**Mesdames et messieurs les ministres,
Chers amis,
Distingués invités,
Mesdames et messieurs,**

Notre souhait le plus ardent est que chaque année nouvelle qui commence puisse contribuer à apaiser nos inquiétudes légitimes, face au tumulte du monde contemporain.

Dans ce domaine, le progrès dans la stabilité doit demeurer le fil conducteur de nos actions. C'est cette équation que nous sommes constamment appelés à résoudre lorsque sont en jeu, le mieux-être des populations et l'avenir des nations. Dans tous ces domaines, l'enjeu est d'avancer, de progresser tout en préservant les acquis politiques, économiques et sociaux. Les avancées ne sont réelles et durables que si elles sont portées par un climat de stabilité et de cohésion nationale.

C'est du reste, dans cet état d'esprit que le Togo aborde le grand rendez-vous électoral qui se profile à l'horizon de l'année 2015. Les dispositions sont d'ores et déjà prises afin que l'élection présidentielle qui est au cœur de notre agenda pour 2015, puisse se réaliser dans les meilleures conditions de paix, de transparence et d'équité.

Tous les mécanismes se mettent en place un à un, afin que la compétition soit saine et que ce rendez-vous électoral majeur soit synonyme de progrès pour le Togo, dans le respect du pluralisme mais surtout, dans la paix et la stabilité.

Avant de conclure, qu'il me soit à nouveau permis de vous réitérer mon vœu le plus cher pour cette année nouvelle que Dieu nous accorde. Je vous souhaite à toutes et à tous une bonne santé et la paix dans vos foyers. Pour 2015, je souhaite une fois encore et avec ferveur à vos pays respectifs, le progrès, dans la stabilité et la cohésion.

**Vive le Togo,
Vive la coopération internationale,
Vive l'amitié entre les peuples,
Je vous remercie.**

We must now take a new course, creating new tools for the intensification of the fight against piracy, illegal fishing, illegal trafficking in weapons and drugs, armed robbery, waste discharge toxic, etc., etc.

Given the magnitude of all these challenges, we have the urgent duty to do everything possible to ensure that the special session of the Conference of Heads of State and Government of the African Union on maritime security and development in Africa, our capital prepares to host towards the end of 2015, fulfills all its promises.

I invite you all to bring, at the appropriate time, your active contribution to the success of this important meeting.

*Mr. Representative of the Dean of the Diplomatic Corps,
Distinguished guests,
Ladies and gentlemen,*

Togo's commitment in favor of a more and more fruitful cooperation with the governments and organizations you represent, will continue with the same obsessive quest for continual progress in all areas of our people's life.

We will work together with the triumph of the values and principles that contribute to human progress.

It is in this spirit that we intend, as a prelude to the African year of human rights will be celebrated in 2016, to strengthen in the new year, our multilateral partnership. We will ensure that Togo's actions in the field of human rights protection, help nourish and enrich the efforts of the international community. It is however necessary that these efforts are deployed as part of a quality dialogue with international organizations and representatives of civil society.

The recent visit, per our invitation of the United Nations Sub-Committee against Torture in Togo's main detention centers is one of the best practices that we intend to promote in the future. It is part of the dynamics of the fruitful collaboration that we have resolved to build with all those who work with faith and selflessness to the triumph of human rights.

**Distinguished Ministers,
Dear friends,
Distinguished guests,
Ladies and gentlemen,**

Our greatest wish is that the beginning of each new year helps to allay our legitimate concerns facing the chaos of the modern world.

In this area, progress in stability should remain the guiding line of our actions. It is this equation that we are constantly called upon to resolve when the well-being and the future of nations are at stake. In all these areas, the challenge is to move forward, to move forward while maintaining the political, economic and social achievements. Progress is not real and sustainable unless it is carried by a climate of stability and national cohesion.

It's still in that state of mind that Togo is heading into the big electoral event looming on the horizon of 2015. Necessary measures are already taken for the presidential election which is the heart of our agenda for 2015, to take place in the best conditions of peace, transparency and fairness.

All mechanisms are put in place one by one, so that this major electoral competition is healthy and is synonymous of progress for Togo, in respect for pluralism but especially in peace and stability.

Before concluding, let me again reiterate my dearest wish for the New Year that God is giving us. I wish you all good health and peace in your homes. For the year 2015, I would once again and fervently wish to your countries, progress in stability and cohesion.

**Vive Togo,
Long live international cooperation,
Long live the friendship between peoples,
Thank you.**



union togolaise de banque

un Dense Réseau de correspondants étrangers à votre service

Votre Satisfaction fait notre Réputation



Crédit assurance – Souscription

Partenariat avec les compagnies d'assurances

Pour tous les types d'assurances

- Auto - Moto - Garantie Protection Familiale - Vie - Santé - Maisons - Magasins - Import - Export - Garantie Homme Clé - Parcs automobiles - Etablissements scolaires - Centres hospitaliers...

Pour tout le monde

- Particuliers - Entreprises - Clients UTB - Non clients

DEUX MODES D'ACCÈS
pour UN GRAND RACCOURCI vers votre compte.
Directement et en temps réel glissez-vous au plus près de vos finances.



Nos cartes Bancaires

GIM UEMOA VISA



Nos cartes Bancaires

PREPAYEES



Service Clientèle : Tél 22 21 84 42
Fiable, Rapide et Sûr



moving money for better

SIÈGE SOCIAL / DIRECTION GENERALE

Lomé Nyékonakpoè Boulevard du 13 Janvier

BP 359 Lomé – TOGO Tél : 22 23 43 00 / 01 / 22 23 44 00 Fax : 22 21 22 06

E-mail : utbsdg@utb.tg site web : www.utb.tg

XV^{ème} Sommet de la Francophonie

XVth Francophonie Summit

Par M. DIDEMANA Madjamba,
Chargé d'études à la Direction
des Organisations Internationales

By Mr. N. DIDEMANA Ma-
djamba, Research Officer at
the International Organizations
Department

Les 29 et 30 novembre 2014, s'est tenu à Dakar au Sénégal, le XV^{ème} Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) sur le thème : « Femmes et Jeunes en Francophonie, vecteurs de paix, acteurs de développement ».

L'apothéose de ce rendez-vous annuel des pays ayant le français en partage est sans conteste la nomination d'une femme, Madame Michaëlle Jean, au poste de Secrétaire générale.

A l'issue des travaux, neuf (9) résolutions ont été adoptées par les Chefs d'Etat et de gouvernement.

Au nombre de ces résolutions, on note celle initiée par le Togo sur l'épidémie à virus Ebola en cours en Afrique de l'Ouest et les risques de son extension dans l'espace francophone. Mesurant l'enjeu vital que représente la santé dans la protection et la préservation de l'humanité, Le Chef de l'Etat Togolais en sa qualité de Coordonnateur de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la riposte contre Ebola, a fortement soutenu à travers l'intervention de son Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Monsieur Robert DUSSEY lors des travaux de la Conférence des Ministres de la Francophonie (CMF) préparatoires de la Conférence des Chefs d'Etat des 26 et 27 novembre 2014.

Monsieur DUSSEY a, pour la circonstance, rappelé quelques fondamentaux indispensables à la bonne réussite de cette lutte, à savoir la solidarité envers les malades et les pays touchés par cette maladie. Il a en outre mis en garde contre l'isolement dans lequel l'on serait tenté de confiner les Etats touchés par cette maladie et encouragé leur non stigmatisation.

Quant à la déclaration de Dakar, elle a permis de faire le tour d'horizon de l'ensemble des situations de crises d'ordre sécuritaire, politique, économique et sanitaire qui sévissent dans l'espace francophone et décidé d'accentuer les efforts en vue d'y apporter dans les meilleurs délais possibles des réponses appropriées.

Somme toute, ce XV^{ème} Sommet été l'occasion pour les Chefs d'Etat et de gouvernement d'impulser à la Francophonie une dimension, économique, comme l'illustre l'adoption d'une stratégie destinée à établir l'équilibre entre le système économique et financier des pays à travers l'action des jeunes et des femmes qui représentent le véritable potentiel de la Francophonie.



Photo de famille à l'issue du Sommet. / Family photo at the end of the Summit.

On 29 and 30 November 2014, was held in Dakar, Senegal, the XV International Organization of the Francophonie Summit (OIF) on the theme: «Women and Kids Francophonie, peace vectors development actors.»

The apotheosis of this annual meeting of the countries that share the French language is undoubtedly the appointment of a woman, Mrs Michaëlle Jean, the Secretary General post.

At the end of the work, nine (9) resolutions were adopted by the Heads of State and Government.

Among these resolutions, there is one initiated by Togo on the current epidemic Ebola virus in West Africa and the risks of its expansion in the Francophone world. Recognizing the vital challenge of health in the protection and preservation of humanity, The Head of Togolese State in its capacity as Coordinator of the Economic Community of West African States (ECOWAS) to the response against Ebola, strongly supported through the intervention of his Minister of Foreign Affairs and Cooperation, Mr Robert Dussey during the work of the Conference of Ministers of the Francophonie (CMF) preparatory of the Conference of Heads of State of November 26 and 27, 2014.

Mr. Dussey has, for the occasion, recalled some fundamental vital to the success of this struggle, namely solidarity to the sick and the countries affected by this disease. He also warned against the isolation in which one would be tempted to confine the states affected by the disease and encouraged their non-stigmatization.

The Dakar Declaration, allow to make the overview of all crisis situations as regard security, political, economic and health that plague the Francophone world and decided to intensify the efforts so as to give as possible appropriate responses.

All in all, this fifteenth Summit was an opportunity for the Heads of State and Government to give to the Francophonie an economic dimension impetus, as illustrated by the adoption of a strategy to establish a balance between the economic and Financial system of countries through the work of young people and women who represent the true potential of the Francophonie.

La **SAZOF** en marche vers **l'API-ZF**

Agence Nationale de Promotion
des Investissements et de la
Zone Franche

Investir
au **Togo**



Togo

L'Agence Nationale de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (**API-ZF**) nouvellement créée, a pour mission l'administration du Code des Investissements, du statut de la zone franche industrielle et des travaux spécifiques qui lui sont confiés.

L'API-ZF vise à redynamiser la promotion des investissements dans des secteurs clés de l'économie togolaise et à favoriser la création d'emplois pérennes et qualifiés.

L'API-ZF est surtout le guichet unique par excellence de l'investissement au Togo. L'API-ZF vous fournit toutes les informations et vous accompagne dans le montage de votre projet d'investissement. Elle vous informe et vous explique les différents avantages contenus dans la législation togolaise notamment, le régime :

- du statut de la Zone Franche ;
- du Code des Investissements ;
- des Conventions particulières ;
- d'entrepôt industriel ;
- d'entrepôts de stockage ;
- du Code Minier ;
- et de la Charte des PME/PMI.

L'API-ZF vous accompagne aussi, si vous investissez sous le régime du Droit Commun.

API-ZF

2564, Avenue de la Chance

BP : 3250 - Lomé

Tél : +228 22 53 53 60

E-mail : sazof@zonefranchetogo.tg



API-ZF, le Guichet Unique de l'investissement au Togo

DIPLOMAG, un an d'aventure passionnante !

DIPLOMAG, one year of exciting adventure !

par M. ALANGUE Togbé Agbessi, chargé d'Etudes à l'Inspection Générale des Missions Diplomatiques et des postes Consulaires
by Mr. ALANGUE Togbé Agbessi, Research Officer at General Inspector of Diplomatic Missions and Consular posts



Il y a déjà un an, le 17 janvier 2014, paraissait le premier numéro de DIPLOMAG, le Magazine d'analyses et de réflexions de la diplomatie togolaise.

L'idée qui, an a présidé à la conception et à la publication de ce magazine est née de la conviction de Monsieur Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de l'utilité qu'aurait un journal traitant de questions d'ordre national et international, comme vecteur, parmi tant d'autres, de l'information concernant l'action diplomatique du Togo.

Etre « un outil efficace pour mieux faire découvrir le Togo, en présentant une image succincte et globale de sa situation actuelle, mais aussi en apportant sa contribution par la réflexion sur les grands thèmes de l'actualité internationale », tel est l'objectif assigné à ce magazine et réaffirmé par Monsieur Robert DUSSEY, le 21 janvier 2014, à l'occasion du lancement officiel de DIPLOMAG devant un parterre de journalistes, diplomates, hommes d'affaires et chercheurs.

La concrétisation de ce projet a été possible grâce au concours et à l'accompagnement de bonnes volontés, de plumes expertes, de conseils attentionnés.

A tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont permis d'entamer cette aventure passionnante et qui continuent, nonobstant quelques embûches, de contribuer à faire paraître DIPLOMAG, le Comité de rédaction offre collectivement ses sincères remerciements.

Nos vifs remerciements également à nos chers lecteurs et lectrices, dont l'intérêt sans cesse croissant pour DIPLOMAG est un motif de noble satisfaction.

Pour 2015, DIPLOMAG continuera, certes avec quelques touches d'innovation, de faire connaître le Togo, ses réalités, son ouverture au monde, son dynamisme économique et sa mobilité sociale.

Merveilleuse année 2015 à toutes et à tous !

A year ago, on 17th January 2014, DIPLOMAG, a Magazine of analyses and reflections on the togolese diplomacy was first issued.

The idea that presided over the design and publication of this magazine, was born of the conviction of Robert Dussey, Minister of Foreign Affairs and Cooperation of the utility of a newspaper dealing with national and international issues would have, as a vector, among others, of the information concerning the diplomatic action of Togo.

To be «an effective tool to let Togo be better discovered by presenting a succinct and comprehensive picture of the current situation, but also by contributing through reflection on the major issues on the international agenda», is the assigned objective to this magazine and reaffirmed by Robert Dussey, on January 21, 2014, on the occasion of the official launch of DIPLOMAG before an audience of journalists, diplomats, businessmen and researchers.

The realization of this project was made possible with the help and support of volunteers, of expert writers and thoughtful advice.

To all those who, in one way or another, helped to start this exciting adventure and continue, despite some pitfalls, to contribute to the publication of DIPLOMAG, the Editorial Board collectively offers its sincere thanks.

Our special thanks also go to our dear readers, whose ever growing interest for DIPLOMAG is a noble reason for satisfaction.

For 2015, DIPLOMAG will continue, albeit with some touches of innovation to make Togo be known, its realities, its openness to the world, its economic dynamism and social mobility.

Happy New Year 2015!





PORT AUTONOME DE LOMÉ

La passion de l'efficacité



NOS ATOUTS

- Port en eau profonde (14 m)
- Des infrastructures modernes
- Sécurité optimale des opérations

DIRECTION COMMERCIALE

BP 1225 Lomé Togo

Ligne directe : +228 22 27 02 96

Standard : +228 22 23 77 00 (postes 46 13, 46 84 ou 44 45)

REPRESENTATIONS DU P.A.L.

Burkina Faso : M. Luc NOAMESHIE

Tél : +226 50 50 56 60 / 50 30 16 47

Mob : +226 79 03 06 55

Fax : +226 50 30 17 47

Niger : M. Youssouf BÉÏDOU

BP 1038 Niamey Niger

Tél : +227 20 74 03 26 / 21 79 48 73

Mob : +227 96 96 48 73

Fax : +227 20 74 03 27

Mali : M. Abdoulaye NIANG

Tél : +223 20 23 29 10 / 66 74 33 66

Fax : +223 20 22 85 23

Contact du PAL : BP 1225 Lomé

Tél : +228 22 27 26 27 / 22 23 78 00

Fax : +228 22 27 26 27



TOGO CELLULAIRE



DÉCOUVRER CE QUE VEUT DIRE HAUT DÉBIT
INTERNET / MAIL / TÉLÉPHONIE / VIDÉO / PHOTO / MUSIQUE / MMS / TÉLÉCHARGEMENT...



NOUVEAUX FORFAITS

Nom du forfait	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Semaine	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 3 Mois
Volume	20 Mo	80 Mo	300 Mo	1 Go	3 Go	5 Go	10 Go
Coût	200F	500F	1 500F	5 000F	10 000F	15 000F	35 000F
Validité	1 jour	1 jour	7 jours	30 jours	30 jours	30 jours	90 jours

- Le forfait est cumulable en volume et en durée de validité.
- Le cumul de la durée de validité est plafonné à 12 mois.
- A la date de fin de validité, le volume restant n'est pas reporté.



LE LEADER

service client: 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifié ISO 9001 : 2008

